

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

AVEC LA 5G... TOUS COBAYES ?

Paul Lannoye · Page 3

LES PRATIQUES
DOUTEUSES
D'ÉCOLO
SCHAERBEEK

Claude Archer
Page 5

LA LUTTE DES
CLASSES ET SON
AVENIR

Bernard Legros
Page 20

LA BELGIQUE ET LA
RESTITUTION DES
BIENS CULTURELS
AFRICAINS

Robin Delobel
Page 4



LES IDIOTS UTILES DE LA RECONQUÊTE IMPÉRIALE

Jean-Pierre Garnier
Page 10

Illustration: Chanic

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



SOMMAIRE

AVEC LA 5G... TOUS COBAYES ?

Paul Lannoye / Page 3

LA BELGIQUE ET LA RESTITUTION
DES BIENS CULTURELS
AFRICAINS

Robin Delobel / Page 4

LES PRATIQUES DOUTEUSES
D'ÉCOLO SCHAERBEEK

Claude Archer / Page 5

LA GRÈCE A MAUVAISE MINE

Valery Witsel / Pages 6-7

DÉCARBONER LE CLIMAT

Michel Weber / Pages 8-9

FILS DE PUB

Alain Adriaens / Page 9

LES IDIOTS UTILES DE LA
RECONQUÊTE IMPÉRIALE

Jean-Pierre Garnier / Pages 10-14

LE REFUGE IDENTITAIRE

Alain Adriaens / Page 15

VENEZUELA, LES RÉPÉTITIONS
FONT LA VÉRITÉ

Thomas Michel / Pages 16-17

LA RÉALITÉ DES SQUATS
À BRUXELLES

Texas Vandervliet / Pages 18-19

LA LUTTE DES CLASSES
ET SON AVENIR

Bernard Legros / Pages 20-21

« C'EST UN SCANDÂLE ! »

Jean Pierre L. Collignon / Pages 21-22

BRÈVE

Page 22

VU, LU, ENTENDU

Page 23

ILLU LIBRE/ANNONCE

Page 24

(IR)RESPONSABLES



Illustration : Cécile Mirande-Broucas

En deçà de leurs préférences, goûts et habits, les individus votent et consomment. Là est leur plus petit dénominateur commun. Se montrent-ils responsables ou irresponsables ? Davantage que des antonymes, voyons-y plutôt un couple dialectique. Car avoir sa part de responsabilité dans ce qui se passe n'empêche pas d'agir aussi en irresponsable. Il y a les hiérarchies bien visibles (bureaucratie, travail, politique) et peu visibles (*lobbies*, clubs patronaux et autres coteries plus ou moins secrètes), les rapports de production si déterminants, les gouvernails tellement durs à manœuvrer, les tendances lourdes comme l'anthropocène et la démographie ; bref les pesanteurs de tous ordres qui, d'une part, nous font baisser les bras, et d'autre part nous exonèrent de notre responsabilité face à la vie sociale et à l'écologie. Si beaucoup de ces chantiers ne sont pas à la portée de nos bras, il y a cependant des domaines où nous pourrions agir autrement sans grand sacrifice. Il suffirait de le décider. L'actualité récente nous éclaire.

1 Les électeurs(-consommateurs) sont *directement* responsables du retour de la droite extrême au Brésil. Jair Bolsonaro, un fou furieux apologiste de la dictature, de la torture, du meurtre d'opposants politiques et de la déforestation de l'Amazonie (entre autres) vient d'y être largement élu, avec 55%. Une honte. « *De quel droit, toi le Belge, juges-tu le choix des électeurs brésiliens ?* » me rétorquerait un provocateur de mes connaissances. Moi le Belge ne fais que dénoncer les dégâts présents et futurs du phénomène, et de le dire tout haut ; moi le pas Brésilien estime être capable de comprendre, dans une certaine mesure, les affaires du Brésil. Qui a dit que voter ne servait à rien, ne changeait rien ? Demandez-le aux 45% d'électeurs qui n'ont pas choisi Bolsonaro.

2 Les (électeurs-)consommateurs, par leur pulsion de mobilité vacancière, sont indirectement responsables de la construction, dans des conditions sociales et écologiques calamiteuses, du plus grand aéroport du monde à Istanbul (76,5km²). Cet ouvrage pharaonique ne tombe pas du ciel, si je puis dire. Nous ne sommes plus au temps où des dirigeants communistes d'Europe de l'Est construisaient des palais immenses

et inutiles (sauf à la gloire dudit communisme). Dans les démocraties libérales de marché, les grands travaux répondent à une demande – éventuellement forcée par le *marketing* – et appellent un retour sur investissement. Ainsi, le « projet fou » d'Erdogan – selon ses propres termes – est prévu pour un trafic de 200 millions de passagers par an dès 2028. Il n'y eut cette fois pas de zadistes pour torpiller cette saloperie.

Rassemblons nos idées. Être anticapitaliste, c'est d'abord éviter autant que possible de donner son argent ou sa voix aux capitalistes. Cela paraît évident, mais l'opinion est loin d'être unanime. Il paraît que le « droit » aux voyages ne se discute pas, pas plus que le « libre choix » dans l'isolement, sauf à faire preuve d'une « *haine de la démocratie* », dirait le philosophe démagogue Jacques Rancière. Appeler à la responsabilité de tout un chacun témoignerait aussi d'un tropisme de droite, de surcroît inutile. La gauche nous rappellera éternellement qu'il y a des déterminismes économiques auxquels il faudra d'abord régler leur compte. Ensuite, seulement, les savoir-vivre changeront. La société restera à jamais co-responsable de ce qui advient. Laissons l'irresponsabilité aux pilotes de la mondialisation qui nous mènent au chaos.

Avant de penser à notre émancipation, parlons d'abord de notre responsabilité, mais pas n'importe comment : elle ne regardera pas le nombril – laissons cela aux dévots du « développement personnel » –, mais la collectivité ; elle sera associée à la décence commune et à la vergogne. Dans un ouvrage posthume publié en 1994, Christopher Lasch écrivait : « *La philosophie politique du XXI^e siècle devra donner plus de poids à la communauté qu'au droit de décider personnellement. Elle devra mettre l'accent sur les responsabilités plutôt que les droits. Elle devra trouver une meilleure expression de la communauté que l'assistantat d'État. Elle devra limiter le champ du marché et le pouvoir des grandes compagnies sans les remplacer par une bureaucratie étatique centralisée.* »⁽¹⁾

Bernard Legros

(1) *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996, pp. 121 & 122.

Erratum : Toutes nos excuses au rédacteur en chef de *La Libre* que nous avons appelé Bertrand page 12 alors que nous l'appelions Dorian les deux pages précédentes. Ce n'est pas son frère, mais une erreur, de MeeÛs s'appelle bien Dorian. Les faits qui lui sont imputés restent donc identiques, que nous l'appelions Dorian ou Bertrand dans le Kairos 36.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 2.000 exemplaires

Route : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain

Gestion
Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs/Rédacteurs
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.), Jean-Pierre, Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel

Ont contribué à ce numéro
Claude Archer, Valery Witsel, Thomas Michel, Texas Vandervliet, Jean-Pierre Garnier, David Tong.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations
Chanic, Cécile Mirande-Broucas, Léonore Frenois, Arnaud Lorne, Blandine Denis, Léa Viana Ferreira, Arianna Simoncini, Anir Amsky, Aurélie Garnier, Gabrielle Lacombe, Dorianne Millet, Léonie Koelsch, Nadia Berz, Olivier Spinewine, Priscilla Beccari, Clémence Godier.

AVEC LA 5G... TOUS COBAYES ?

Le 14 septembre 2016, la Commission européenne lançait son plan stratégique pour le déploiement de la cinquième génération (5G) d'infrastructures et de réseaux de télécommunications mobiles. L'ambition affichée était, grâce à un partenariat entre Commission, États membres et industriels d'aboutir au plus tard en 2020 à rendre la 5G opérationnelle en Europe.

Le calendrier semble s'être un peu assoupli entretemps puisque, toujours selon la Commission, chaque pays devra disposer d'au moins une ville couverte par la 5G dès 2020. En Belgique, la Région bruxelloise veut être le bon élève de la classe. Le gouvernement bruxellois a signé un protocole d'accord avec les trois opérateurs mobiles pour établir un réseau 5G dans les délais voulus. Petit problème : ces mêmes opérateurs exigent que les valeurs-limites d'exposition aux ondes électromagnétiques soient relevées pour permettre le fonctionnement du nouveau réseau. Mais à quoi peut bien servir ce nouveau réseau de télécommunications, alors que le réseau actuel (4G) n'est pas encore totalement présent ? L'explication est simple. La vision du futur largement partagée par la technocratie européenne et les lobbies industriels et cautionnée par une classe politique éblouie exige de tout mettre en œuvre pour favoriser le déferlement technologique, garant de la croissance économique.

En l'occurrence, il s'agit de généraliser l'internet des objets, de commercialiser la voiture autonome et de favoriser l'utilisation permanente de l'intelligence artificielle. Tout cela implique un saut quantitatif et qualitatif (étant donné les nouveaux types d'usage) dans les télécommunications mobiles, d'où la 5G. Car la 5G devrait permettre des débits de 10 Gbits par seconde et un délai de connexion fortement réduit. Ce dernier atout est essentiel pour nombre d'objets connectés, particulièrement pour les voitures autonomes. Ce qui n'est pas du tout évoqué, c'est que cela implique une exposition fortement accrue aux rayonnements de radiofréquences, puisque les rayonnements de la 5G s'ajoutent à ceux de la 2G, de la 3G, de la 4G, du Wi-Fi, etc.

On sait par ailleurs que la 5G met en œuvre des ondes millimétriques (les fréquences sont supérieures à 6GHz). Ces ondes ont beaucoup de mal à traverser les obstacles solides. En clair, la transmission, pour être effective, nécessite l'implantation de nombreuses antennes y compris à l'intérieur des centres commerciaux, des hôpitaux et des bureaux, en particulier en milieu urbain. On parle d'une antenne pour 10 à 12 habitations, ce qui signifie en conséquence une irradiation généralisée de tous les résidents. Il est important de préciser que les ondes millimétriques étaient jusqu'ici réservées aux usages militaires. Les raisons en sont certes la difficile transmission en présence d'obstacles solides et en temps de pluie. Mais aussi le fait que les effets sur la santé n'ont été que peu investigués. Comme



Illustration : Léonore Frenois

Qu'en est-il en Belgique ? Les prises de position des différentes familles politiques ne laissent guère d'illusions sur leur niveau de perception des enjeux. Le 11 octobre dernier, à la question posée par la rédaction de *La Libre Belgique* : « Faut-il imposer la 5G sur le territoire de toutes les communes ? »... les partis francophones ont été clairs. Tous se sont déclarés favorables au principe d'un déploiement généralisé même si certains n'apprécient pas le terme « imposer » et proposent une concertation avec les habitants et les communes (Défi, PTB et Écolo).

La préoccupation de santé publique est évoquée timidement par le PS et le PTB, pour qui il faut étudier les impacts sur la santé pendant ou après son déploiement (tous cobayes). Pour Écolo, il faut que la 5G remplace toutes les autres technologies « de manière à ne pas cumuler les sources de rayonnement électromagnétique ». Cette condition impossible

le fait remarquer l'International Society of Doctors for Environment⁽¹⁾, les données actuellement disponibles sont suffisantes pour croire à la forte probabilité d'effets sur la santé humaine, plus particulièrement pour les personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire les enfants et les femmes enceintes. Pour des fréquences supérieures à 30GHz, une exposition est susceptible en effet d'altérer les gènes, de stimuler la prolifération cellulaire et est capable de modifier la synthèse des protéines impliquées dans les processus inflammatoires et immunologiques. Fort logiquement, cette association de médecins estime qu'il est contraire à l'éthique d'ignorer ces risques pour la santé et de soumettre les populations à des expériences dangereuses. Elle demandait en avril dernier à ce que les institutions publiques en charge de la santé environnementale soient impliquées activement dans toutes les décisions en la matière.

Cette prise de position ne fait que renforcer la demande de moratoire transmise en septembre 2017 à la Commission européenne par plus de 170 scientifiques et médecins de 37 pays. Considérant que les dangers de l'exposition aux champs électromagnétiques de radiofréquences sont déjà démontrés pour des niveaux d'exposition largement inférieurs aux valeurs limites adoptées dans l'Union européenne, ces scientifiques expriment leur « préoccupation sérieuse » concernant l'accroissement permanent et universel de l'exposition à ces champs électromagnétiques résultant de la 5G. Ils demandent donc un moratoire sur son déploiement jusqu'à ce que des études d'impact sanitaire et environnemental sérieuses et indépendantes aient été réalisées préalablement à toute mise sur le marché. Cet appel a été ignoré par la Commission européenne. Obsédée par les perspectives de croissance économique qu'elle prétend pouvoir attendre de la 5G, il n'est pas question pour elle de mettre des bâtons dans les roues du progrès sous prétexte de désagréments de santé éventuels.

visé à résoudre un problème de dissonance cognitive : il s'agit de ne pas dire non au « progrès », c'est-à-dire de dire oui, en refusant ses inéluctables dégâts.

« Les données actuellement disponibles sont suffisantes pour croire à la forte probabilité d'effets sur la santé humaine »

Alors... Est-il trop tard pour refuser le statut de cobaye qui nous est à nouveau imposé ?

Pour paraphraser un ancien Ministre célèbre, je dirais : « *il n'est pas trop tard mais il est temps* ». La 5G est présentée comme un nouvel outil indispensable prétendent-ils en chœur ? Je suggère de poser deux questions aux décideurs politiques. Pensez-vous que la voiture autonome résoudra les problèmes d'embouteillages, de pollution atmosphérique et d'émission de CO₂ et réduira les risques d'accident provoqués par la circulation automobile ?

Pensez-vous que les objets connectés répondent aux besoins réels et aux souhaits de nos concitoyens ? Personnellement, je n'ai encore rencontré personne qui ait répondu positivement à ces deux questions.

Paul Lannoye, Président du Grappe

(1) International Society of Doctors for Environment : « *5G networks in European Countries : appeal for a standstill in the respect of the precautionary principle* », Avril 2018.

LA BELGIQUE EN FACE DU MIROIR : LA QUESTION DE LA RESTITUTION DES BIENS CULTURELS AFRICAINS

Quelques semaines avant la réouverture du Musée royal d'Afrique centrale de Tervueren, des mobilisations sont organisées en vue d'une restitution des objets pillés durant l'époque coloniale et consacrés œuvres d'art dans les musées d'Europe. Les discussions portent aussi bien sur des objets, des archives que sur des restes humains.

La capitale nigérienne Abuja accueillait en 1993 une grande conférence panafricaine pour la réparation. Cette rencontre a abouti à une proclamation qui place la question de la restitution des biens culturels pillés durant la période coloniale dans le cadre des « *dettes morales et matérielles dues aux peuples africains* ». La question de la restitution apparaît comme un enjeu crucial dans la question plus vaste des réparations en visant le « *versement intégral d'indemnités sous la forme de transfert de capitaux et d'annulation de la dette, le retour des biens spoliés et des trésors traditionnels*⁽¹⁾ ».

Au printemps dernier, le journaliste d'investigation Michel Bouffioux révélait dans *Paris Match* la présence de 300 crânes, ossements et fœtus à l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique, au sein même de l'ULB. Ces crânes provenant principalement du Congo ont été acquis à travers les crimes commis par le militaire belge Émile Storms. Une statue de ce personnage peu glorieux de l'histoire belge se trouve square de Meeus, près de la place du Luxembourg. Parmi ces crânes donc, celui du chef Lusinga, rapporté en Belgique en 1884 comme trophée et toujours pas rendu au Congo⁽²⁾. Selon Martin Van Der Elst, chercheur au Laboratoire d'Anthropologie Prospective de l'UCL, la détention de ces oeuvres et restes humains, acquis suite à des crimes coloniaux par la Belgique et en connaissance de cause par les institutions scientifiques, peut être qualifiée de recel.

Comme l'écrit Christophe Marchand, avocat spécialisé en droit pénal et en droit international, à propos des biens africains entreposés dans les musées belges, celui qui s'abstient d'agir (au sens de l'article 66 du code pénal belge) se rend complice d'une infraction. Des plaintes pourraient être déposées et être suivies d'effets. Cependant, au delà des questions juridiques, l'enjeu est plus large ; comme l'écrit Achille Mbembe : « *Pour qu'elle soit authentique, toute restitution doit se faire sur la base d'une reconnaissance équivalente de la gravité du préjudice subi et des torts infligés. Il n'y a strictement rien à restituer (ou à rendre) là où l'on estime que l'on n'a causé aucun tort; que l'on n'a rien pris qui exigeait quelque permission que ce soit*⁽³⁾. »

TOUT CHANGER POUR NE RIEN CHANGER

L'histoire très contestée du musée de Tervueren semble être balayée en grande partie à coups de communication et en faisant participer des jeunes afrodescendants au processus de rénovation et de la réouverture. Comme l'écrit Anne Wetsi Mpoma : « *Les mots décolonisation et inclusion ont remplacé les mots diversité et multiculturalisme*⁽⁴⁾ ». Alors que la décolonisation est proclamée à chaque occasion, décolonisation des esprits, des arts, des savoirs,... bien peu de changements sont effectués sur le contenu même du musée, ou seulement à la marge.

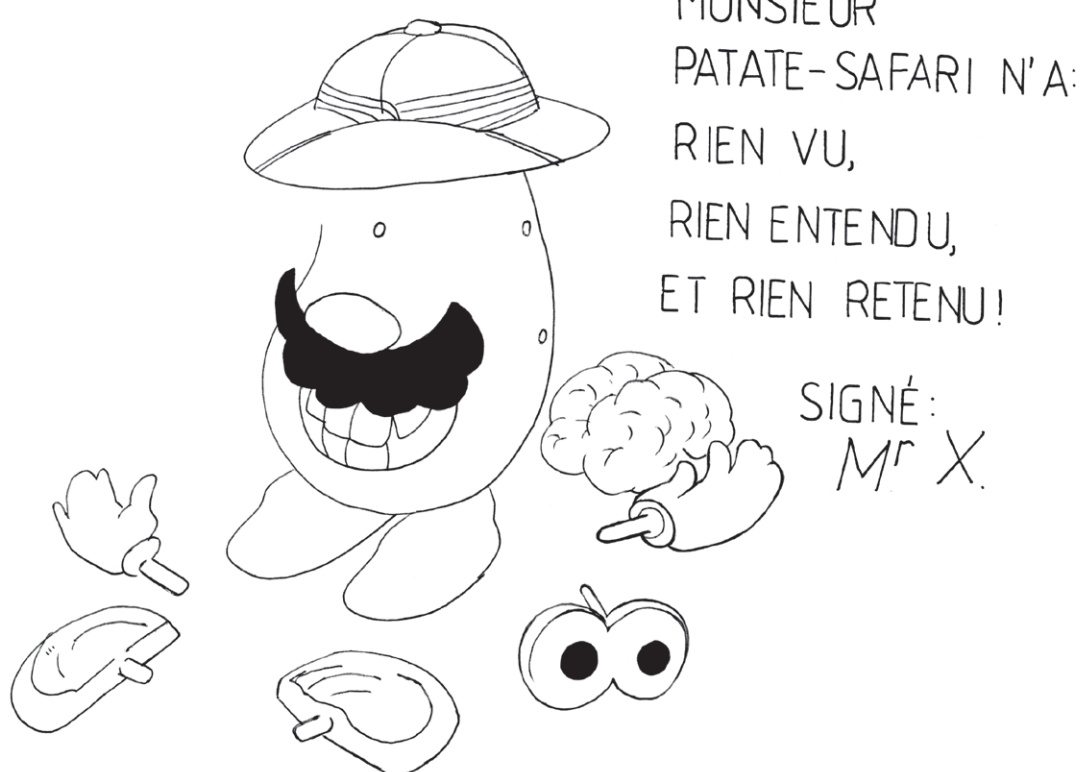


Illustration: Arnaud Lorne

Les demandes et revendications des représentants de la diaspora ont progressivement été écartées, pour cause de revendications jugées « trop radicales ». Autre prétexte pour mettre de côté des personnes qui dialoguaient avec le musée depuis plus de 10 ans, il conviendrait d'écouter les Congolais habitant au Congo, comme si les avis des experts de la diaspora étaient hors-sol et inappropriés.

Dans une carte blanche publiée le 25 septembre 2018 dans le journal *Le Soir*⁽⁵⁾, une trentaine de personnes majoritairement des diasporas africaines et issues des mondes artistique, universitaire et associatif, dénonçaient l'attitude des autorités belges, une « *Belgique à la traîne sur la restitution des trésors coloniaux* », surtout en rapport avec les derniers développements en France, en Allemagne et au Canada... Si le gouvernement, par la voix de Didier Reynders et d'Alexandre de Croo, se dit ouvert aux discussions, les actes concrets se font attendre. Le collectif demandait notamment que le gouvernement sorte de la propriété de l'État des biens dont on sait qu'ils ont été acquis par les pillages, le vol et le meurtre, en commençant par la collection Storms ; que la justice soit rendue et que des réparations notamment financières soient garanties ; que des excuses officielles soient prononcées par les plus hautes instances de l'État belge. Pendant quelques jours, la thématique des restitutions des biens africains était couverte par les médias généralistes. Ce fut l'occasion de donner à voir et à lire des débats dits contradictoires bien peu constructifs et où les commentaires paternalistes et racistes fusaient. Les tenants de l'ordre se voient bousculés et entendent mener les débats comme ils le souhaitent, c'est-à-dire entre eux.

Le Parlement bruxellois et l'asbl Bamko Cran organisaient le 16 octobre 2018 une journée de dé-

bats intitulée « *Restitution des biens culturels africains* » : question morale ou juridique ? Parmi les conclusions : l'annonce de la constitution d'un groupe d'experts, de même qu'une résolution, qui devrait ensuite être partagée avec les autres Parlements du pays. Il s'agira de proposer des amendements à la loi, pour se diriger ensuite vers des restitutions concrètes.

Tout comme dans la question des réparations, les actes de l'État belge seront scrutés afin de ne pas se faire avoir par des mécanismes complexes qui masqueraient une fausse réparation telle que ce fut le cas pour le traité d'amitié entre la Libye et l'Italie en 2008. Il prévoyait un dédommagement de l'Italie envers la Libye pour la période coloniale. Cependant, il est regrettable que ce geste de l'Italie ait été guidé par des intérêts économiques et politiques. Des excuses assorties de réparations sous formes d'investissements « liés », d'obtention de contrats, de contrôle de ressources naturelles et de conditionalités comme le contrôle des flux migratoires..., revient à imposer et faire perdurer un rapport de domination néocoloniale.

Robin Delobel

(1) « *Politique de la restitution : reclaiming Lusinga !* », Martin Vander Elst, 3 octobre, www.bepax.org

(2) Enquête de Michel Bouffioux, publiée en deux volets sur le site ParisMatch.be, les 24 et 25 mai 2018 « *Butin colonial : 300 crânes d'Africains conservés à Bruxelles* », www.michelbouffioux.be

(3) « *À propos de la restitution des artefacts africains conservés dans les musées d'Occident* », Achille Mbembe, <https://aoc.media>.

(4) Anne Wetsi Mpoma, « *Quand le temple dédié à la colonisation belge fait peau neuve* », hiver 2017, https://docs.wixstatic.com/ugd/3d95e3_86cdb150e1844154bc756110001487f6.pdf dans dossier Musées coloniaux

(5) « *La Belgique est à la traîne sur la restitution des trésors coloniaux* », Carte blanche, *Le Soir*, 25 septembre 2018

LES PRATIQUES DOUTEUSES D'ÉCOLO SCHAERBEEK

Si Écolo a toujours placé l'éthique au centre de son programme, chez Écolo Schaerbeek, l'intégrité et l'éthique, on semble s'en moquer. Pourtant, même avisée de cette situation locale, la présidente d'Écolo ne réagit pas. Si les parlementaires d'Écolo ont réalisé un travail exemplaire de contrôle parlementaire dans les affaires Publifin, Kazakhgate et Samusocial, il semble qu'une fois arrivés au pouvoir, l'éthique de certains échevins Écolos s'étiole. Voici quelques exemples à Schaerbeek, où Écolo est au pouvoir depuis près de 20 ans.

Le dauphin d'Isabelle Durant à Schaerbeek, Vincent Van Halewyn, 1^{er} échevin, traîne depuis 10 ans une trouble affaire de faux au diplôme, avec une dette impayée de 35.000 € au parlement bruxellois. Pour toucher un sursalaire de 2.000 €/mois comme collaborateur parlementaire, Mr Van Halewyn s'était déclaré diplômé universitaire, diplôme qu'il n'obtiendra en fait que 2 ans plus tard. Au total, il touchera indûment 35.000 € d'argent public du parlement avant que la situation ne soit découverte. Sommé de produire son diplôme, Van Halewyn avait dû démissionner et Isabelle Durant le recasera dans son fief schaerbeekois.

Depuis 10 ans, interrogé par plusieurs personnes, Mr Van Halewyn avait toujours répondu « ce problème [de 35.000 €] est réglé ». Fait nouveau, interrogé récemment par nous, deux sources indépendantes du parlement ont démenti cette affirmation de l'intéressé : le premier échevin Écolo de Schaerbeek, n'a en fait jamais remboursé au parlement bruxellois les 35.000 € indûment perçus, ce qu'il reconnaîtra lui-même ensuite sur un célèbre réseau social. En termes d'intégrité, on aura vu mieux semble-t-il...

LES MENACES DE VAN HALEWYN

Mais on ne s'arrête pas là. Lorsque la page Facebook de transparencia.be révélera ce non-remboursement de 35.000 € depuis 10 ans, l'intéressé se justifiera par un « *Le parlement ne m'a jamais envoyé de demande de remboursement* », ce qui est exact. Pourtant, du point de vue éthique il semblerait que la moindre des choses aurait été de rembourser spontanément l'argent public indûment perçu. Surtout venant de l'élu d'un parti qui en 2017 a fait démissionner le bourgmestre socialiste de Bruxelles Yvan Mayeur pour des rémunérations indues d'ampleur comparable. Écolo prévenu, le parti maintient pourtant son échevin indélicat. Où sont donc passés les vertueux cris des élus Écolos pour qu'Yvan Mayeur (PS) rembourse, un an auparavant ? Indignation sélective ? L'article initial de « *La Dernière heure* » en 2006, révélait déjà au passage les pratiques clientélistes de subsides octroyés par les échevins Écolos de Schaerbeek⁽¹⁾.

Par la suite, Van Halewyn ira même plus loin, en annonçant qu'il déposait une plainte contre [Transparencia](http://transparencia.be). Gageons que sa facture d'avocat sera inférieure aux 35.000 € qu'il devrait rembourser ? Après la fausse déclaration de diplôme, les intimidations. En termes d'éthique, on aura vu mieux également...

LE NÉPOTISME CHEZ ÉCOLO SCHAERBEEK, DE VIEILLES HISTOIRES ?

Un mandataire public peut-il faire engager ses proches comme collaborateurs ? En France, c'est maintenant interdit depuis l'affaire François Fillon en 2017. L'ex-premier ministre avait en 2007 fait engager sa propre femme au parlement pour des prestations invérifiables. Là est tout le problème des emplois familiaux, le contrôleur des prestations étant de la même famille que le contrôlé, on voit mal un politique licencier son parent pour prestations insuffisantes.

À Schaerbeek, le « clan » d'Isabelle Durant s'était à la même époque aussi fait connaître pour ses pratiques d'engagement de collaborateurs familiaux, payés par l'argent de la commune. Lorsque Isabelle Durant était chef de groupe Écolo à Schaerbeek, et responsable dans la désignation des échevins verts, l'une de ses filles, Marie Willame, avait été engagée au sein du cabinet de l'échevine schaerbeekoise Christine Smeysters (Écolo), durant la législature 2006-2012. Selon le journal *La Capitale*, Marie Willame, qui n'avait aucune expérience professionnelle, était devenue assistante de cabinet, sans passer par aucun appel à candidature. Les 42% de jeunes chercheurs d'emploi schaerbeekois apprécieront d'avoir l'impression qu'il faut être encarté dans un parti politique ou fille de bonne famille pour décrocher un emploi public à Schaerbeek.

Ironie de l'histoire, son père, Jean-Claude Willame, mari d'Isabelle Durant, criait à l'époque dans la presse au « *clientélisme du Parti socialiste* » qui menaçait Schaerbeek en 2006, quand en même temps, sa fille rentrait dans la vie professionnelle dans les cabinets Écolos mis en place par maman⁽²⁾. Suite à cela, douze ans après, le mari d'Isabelle Durant manie toujours aussi bien l'insulte publique dès qu'on s'avise de critiquer Écolo, comme en témoigne ses commentaires sur facebook d'octobre 2018.



Jean-Claude Willame La source de cette "intox" vient de [Transparencia](http://transparencia.be), un blog animé par un illuminé qui s'est battu avec un policier et a été mis en tôle pour qu'il se calme

Chez Écolo Schaerbeek, des dynasties politiques existent aussi puisque Elise Willame, l'autre fille d'Isabelle Durant et de Jean-Claude Willame, est maintenant pressentie comme échevine Écolo à Auderghem.

APRÈS LA FILLE, LA NIÈCE...

Au CPAS de Schaerbeek et jusqu'à 2016, Noémie Durant, la nièce de l'ex-ministre Écolo Isabelle Durant a travaillé comme cheffe de cabinet de la présidente (Dominique Decoux, Écolo). Mme Decoux ayant elle-même par le passé été cheffe de cabinet de la ministre Isabelle Durant.



Illustration: Blainne Denis

Mme Decoux dément vivement tout favoritisme : « *Sur 180 candidatures reçues, Noémie Durant était tout simplement la meilleure* ». On peut se demander dès lors pourquoi, vu ses qualités exceptionnelles, celle-ci postule justement si près de sa tante Isabelle et pas à d'autres postes vacants ? L'obligation de déclaration des conflits d'intérêts visée dans l'arrêté royal du 14 juin 2007 pour les agents de l'État, a-t-elle été respectée ?

Une fois au pouvoir devient-on subitement aveugle ? Novembre 2018, malgré ce passif, Écolo Schaerbeek s'apprête à ré-attribuer des mandats à la vieille garde d'Isabelle Durant, La co-présidente d'Écolo, prévenue de ces faits se mure toujours dans son silence. Faire monter une nouvelle génération d'Écolos au pouvoir ne semble donc pas la priorité dans la cité des ânes (surnom de Schaerbeek⁽³⁾).

Claude Archer, animateur de la plateforme [Transparencia.be](http://transparencia.be)

(1) « *Deux épines chez Écolo Schaerbeek* », 18 juillet 2006, www.dhnet.be

(2) « *Monsieur Durant n'aime pas Onkelinx* », 14 octobre 2006, www.dhnet.be

(3) « *Écolo Schaerbeek et Écolo Bruxelles désignent leurs échevins ce samedi* », 19 octobre 2018, www.rtf.be

LA GRÈCE A MAUVAISE MINE

UN SOS ENVOYÉ À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

L'exploitation intensive de la nature ne cesse de repousser les limites géographiques et géologiques. Pour alimenter les chaînes de production et de consommation, nos sociétés basées sur la croissance continuent d'extraire à un rythme effréné des matières premières du ventre de la Terre, en différents endroits du globe. Aucun continent du monde n'échappe à cette entreprise destructrice pour les territoires, les écosystèmes et les cultures de nombreux peuples. Dans la continuité de nombreuses missions menées au Pérou et au Congo, la Commission Justice et Paix s'est lancée cette année dans l'investigation de projets miniers industriels en cours d'exploitation en Europe.

Au début du mois de mai dernier, nos recherches nous ont conduits dans le Nord de la Grèce, en Chalcidique, et plus précisément dans la municipalité d'Aristote, lieu de naissance du célèbre philosophe de l'Antiquité. Invités par ISF SystExt⁽¹⁾ qui a déjà réalisé plusieurs « séjours miniers » en Europe, nous avons rejoint Georgios Tsirigotis, représentant du collectif SOS *Khalidi*, comité de lutte contre l'exploitation industrielle de l'or en Chalcidique.

À notre arrivée, il explique : « *L'exploitation aurifère ne date pas d'hier dans cette région. De l'or est ainsi extrait du sol depuis l'époque de Philippe II de Macédoine, dans l'Antiquité, il y a 2.400 ans. Mais aujourd'hui, nous faisons face à un projet d'exploitation dont l'ampleur menace nos conditions de vie* ».

Ce projet pharaonique a pris forme il y a quelques années. En 2004, l'entreprise Hellas Gold, filiale de la société canadienne Eldorado Gold, a acheté à l'État grec 31.700 hectares de concession minière (une surface équivalente à 2 fois la région bruxelloise), sans aucune procédure d'appel d'offres⁽²⁾. En 2011, le ministre de l'environnement, Georgios Papa Konstantinou, a délivré un permis environnemental provisoire à cette multinationale qui se vante d'« être le producteur d'or, au coût le plus bas du monde »⁽³⁾, permettant à celle-ci d'exploiter, entre autres, le sous-sol de la forêt des Skouries, site de 410 hectares remarquable sur le plan de la biodiversité. Jusqu'à aujourd'hui, aucun lingot d'or n'est sorti de l'usine de traitement métallique de ce site. Le projet est gelé car la « flashmelting », méthode de traitement de plusieurs minerais, n'est pas autorisée par les autorités gouvernementales. Mais la société canadienne compte bien démarrer l'activité de transformation en 2018, en mettant la pression sur le gouvernement. Au mois de juillet, Hellas Gold a ainsi réclamé 800 millions d'euros à l'État grec car celui-ci empêche la société transnationale de réaliser des bénéfices.

DE LA « DÉMESURE » AU PAYS D'ARISTOTE

Pour le maire de la municipalité d'Aristote, « *si le philosophe de l'Antiquité était encore vivant, il s'opposerait à la présence de cette mine d'or, car elle symbolise la tentation de "démésure" de l'être humain* ». Aristote mettait en garde les êtres humains contre leur rêve de toute-puissance, « *l'hubris* », en promouvant le sens de la prudence, la « *phronesis* ». Aujourd'hui, nos moyens techniques et l'idéologie de la croissance illimitée mettent à mal les conditions d'existence de nombreuses populations. Les dangers de l'exploitation industrielle des ressources naturelles nous invitent à renouer avec la pensée du philosophe grec.

UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE EN COURS

Lorsqu'on regarde l'histoire récente de l'activité minière de la région, les habitants peuvent nourrir des inquiétudes légitimes. Ainsi, le précédent grand propriétaire minier de la région, TVX Gold, s'est déjà rendu responsable d'une des pollutions les plus dangereuses dont l'extractivisme minier est capable. Depuis 30 ans, des dizaines de kilomètres d'anciennes galeries souterraines libèrent une grande quantité de métaux toxiques. D'après Automne Bulard, ingénieur minier de ISF SystExt, « *la région contient des gisements très riches en arsenic* ». Ainsi, des roches, au contact de l'air et de la pluie acide, libèrent des substances extrêmement nocives, comme des sulfures de plomb et d'arsenic qui s'infiltrent dans les nappes phréatiques et les cours d'eau qui se jettent dans la mer. Par ailleurs, l'entreprise a déversé directement une grande quantité de déchets d'une usine de transformation dans la mer qui borde Stratonî. Depuis quelques années, le rivage au bord de cette petite ville a pris une couleur rouge inquiétante, rendant la pêche et la baignade interdites sur plus de 30 kms de large.

Lors de l'achat de la concession minière, Hellas Gold s'était engagée pourtant à « nettoyer » la pollution de l'ancienne société propriétaire. Toutefois, beaucoup de personnes se montrent sceptiques face à ses bonnes intentions. Annie, une habitante francophone qui milite contre l'activité industrielle depuis des années, explique : « *Ils prétendent résoudre les problèmes laissés par les trous d'hier en creusant de nouveaux trous. Je ne vois pas comment un boulot de nettoyage devrait nécessiter de détruire encore un peu plus la montagne. Par contre, je vois bien en quoi c'est profitable. (...) Les arbres qu'ils veulent planter sont des arbres morts. On ne peut pas dire que l'on va planter par-dessus des déchets miniers et que cela participe de l'écosystème. Un écosystème, ça met des milliers d'années à se constituer* ».⁽⁴⁾

Outre la pollution des eaux, l'activité minière détruit de nombreux écosystèmes. À la place des forêts ancestrales, sont créées des *Open Pit*, des mines à ciel ouvert gigantesques qui confèrent au paysage un aspect lunaire. Pour permettre une excavation de la terre plus efficace, les nappes phréatiques de la montagne sont littéralement pompées, de façon à sécher la terre. Au total, pas loin de 180 millions de tonnes de roche ont été extraites du sol en Chalcidique, depuis une vingtaine d'années.

Les stériles, c'est-à-dire les résidus miniers dépourvus d'intérêt, 98 %⁽⁵⁾ de la masse totale de la roche extraite, sont accumulés dans des « lacs de déchets », retenus par des barrages. Cette pratique est problématique selon au moins deux aspects. D'une part, ces déchets continuent de relâcher des substances toxiques au contact de l'air et de l'eau. D'autre part, ces barrages de retenue représentent un danger permanent pour les populations et les écosystèmes qui se situent en aval. En effet, une rupture d'une de ces digues est possible dans une région qui connaît des instabilités sismiques : la Chalcidique a connu un tremblement de terre d'une grande violence en 1932 (tremblement de terre de Jerissos). Par ailleurs, des ruptures de barrage sont régulièrement constatées dans le monde. En 2015, le Brésil a connu sa pire catastrophe écologique, suite à une rupture de barrages de déchets miniers à Bento Rodrigues. Des incidents similaires ont déjà eu lieu dans différents pays d'Europe. En 1998, plus de 10.000 hectares du Parc naturel de Doñana ont été contaminés en métaux lourds en Espagne. En 2000, à Baia Mare en Roumanie, plus de 287.500m³ d'eau chargée de cyanure se sont déversés dans les réseaux fluviaux (dont le Danube), après la rupture d'un barrage d'une usine de traitement de l'or⁽⁶⁾.

UNE DÉSTRUCTURATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

À côté du désastre environnemental qui est susceptible d'affecter la santé de la population locale, l'implantation de projets miniers gigantesques constitue un facteur de déstructuration de la vie sociale et économique de la région.

D'après le maire d'Aristote, élu sur base de son engagement contre les projets miniers, « *L'activité industrielle de la mine entre en contradiction avec un grand nombre d'activités économiques. Sur une population de 20.000 habitants, on compte environ 600 entreprises touristiques qui emploient 3 à 5 personnes, 150 agriculteurs et environ 2.300 familles qui vivent d'autres activités comme la pêche ou l'apiculture. Bien sûr, Hellas Gold crée des emplois, entre 800 et 1.300 personnes travaillent aujourd'hui dans la mine, mais combien en détruit-elle ?* »

La mine déstructure une grande partie de l'économie locale. Aussi, comme dans d'autres pays du monde, la présence de la mine a généré des conflits



appelons tous les gens, à travers le monde, à soutenir notre lutte pour pouvoir sauver la région ».

Avant son arrivée au gouvernement, Alexis Tsipras du parti Syriza avait pourtant promis d'interrompre l'activité d'Eldorado Gold. En août 2015, les ministres de l'Énergie et de l'Environnement avaient obtenu l'arrêt des activités, en pointant l'absence de fiabilité des bassins de stockage de déchets se situant sur une zone sismique importante. Mais depuis lors, la justice grecque a tranché en faveur de l'entreprise canadienne, l'État grec étant soumis d'ouvrir ses portes aux investisseurs étrangers dans le contexte d'austérité budgétaire imposée par la Banque Centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international.

Pour soutenir la population de la Chalcidique face à Eldorado gold, il importe d'imposer des règles environnementales, sociales et sanitaires strictes aux sociétés minières, tant au niveau européen, qu'au niveau des États membres. Aussi, il est inacceptable qu'un pays comme la Grèce soit obligé de sacrifier les conditions de vie de sa population et de son environnement pour répondre aux exigences imposées par l'Union européenne et le FMI.

Aux niveaux politique, économique et citoyen, il est nécessaire enfin de repenser autrement notre rapport à l'économie, à la nature et au bonheur. Quand on sait que l'or sert essentiellement à fabriquer des bijoux et à constituer un placement financier à des fins spéculatives, notre société ne pourrait-elle pas se passer de l'exploitation intensive de ce minerai ? Cette mutation culturelle est urgente car notre civilisation industrielle bâtie sur la croissance de la production et de la consommation se fait au prix d'une destruction massive des écosystèmes et de milieux de vie humaine dans différents pays du monde. À l'instar du changement climatique, les conséquences de l'exploitation intensive des ressources naturelles nous font

entre une partie de la population et les autorités. La lutte contre le projet minier d'Hellas Gold a gagné en intensité à partir de 2010. Georgios témoigne : « Nous avons organisé des centaines de manifestations, de rassemblements, des concerts de solidarité ou des conférences. Les habitants ont même réussi à changer le maire, via une forme de démocratie directe. »

En réaction à ce mouvement de résistance, les autorités gouvernementales ont réagi par des actions de force.

« Au cours des années, nous avons eu des blessés, des bombes de gaz lacrymogènes lancées dans les villages. Des CRS sont rentrés dans les maisons et ont enlevé des pères de famille. 4 personnes sont restées plus de 6 mois en détention provisoire. Aujourd'hui, plus de 450 personnes font l'objet de poursuites judiciaires, accusées de tentative de meurtre ou de mise en place d'une organisation criminelle. »

Cette violence des forces de l'ordre dont témoigne Georgios a d'ailleurs été dénoncée par Amnesty International, dans un rapport en 2012⁽⁷⁾. Comme dans différents pays d'Amérique latine où sont présentes de grandes entreprises minières, un conflit social violent et un processus de criminalisation de la résistance ont donc vu le jour.

Aussi, à côté des conflits qui ont éclaté entre une partie de la population et les autorités grecques, ce

projet gigantesque de mines à ciel ouvert a produit des fractures durables dans la population, entre les partisans et les opposants.

Pour le maire d'Aristote, « Partout dans le monde, la première chose que font ces sociétés minières, c'est diviser la société. À Ierissos, des activités sociales ont été interrompues pendant des années. Il n'y avait plus de matchs de foot ou de fêtes. Des tensions importantes existent encore aujourd'hui, au sein même des villages ou des familles. »

Le projet de mines des Skouries montre comment un projet d'extraction intensive des ressources naturelles, par son ampleur, affecte bien souvent un territoire sous plusieurs aspects (écologique, sanitaire, économique, social ou anthropologique). Cette situation montre également que, contrairement à certaines idées reçues, l'extractivisme ne touche pas que les pays du Sud. L'exploitation insensée de la nature est un phénomène global qui touche pratiquement tous les pays du monde.

POUR UNE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Aujourd'hui, après 7 années de lutte, la population dit être « fatiguée, frustrée et divisée ». Le maire d'Aristote et le mouvement de résistance envoient un SOS à la communauté internationale : « Nous

prendre conscience que nous appartenons à une communauté de destin... Ce constat doit constituer un point de départ pour un élan de solidarité universelle !

Valéry Witsel, travaille à la Commission Justice & Paix

Cet article a fait l'objet une publication conjointe dans le Valériane n° 134 de Nature et Progrès.

- (1) Ingénieurs sans frontières est une association française composée d'ingénieurs, de géologues et de déserteurs de l'industrie minière, selon leur propre définition. www.isf-france.org/systext.
- (2) En 2011, la Commission européenne a condamné l'État grec à 15,34 millions € d'amende pour le transfert illégal de la mine à Hellas Gold.
- (3) Alain Deneault et William Sacher, *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*, Rue de l'Échiquier, 2012.
- (4) Propos extraits d'une enquête de terrain réalisée par Mathieu Briet et Naïké Desquennes et soutenue par ISF : *Mauvaises mines, combattre l'industrie minière en France et dans le monde*, 2018.
- (5) Sur une tonne de roche extraite au sol, 20 kg de concentrés sulfurés sont envoyés dans une usine de traitement métallique. Les 980 kg restants sont directement envoyés dans des bassins de déchets. Sur les 20 kg de roche, Hellas Gold espère récupérer plus ou moins 1 gramme d'or, grâce à des systèmes de bains acides et des fours. Pour information, la teneur mondiale en or sur une tonne de roche était aux alentours d'1,5 gramme en 2016.
- (6) Anna Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Le passager clandestin, 2016.
- (7) www.amnesty.gr/wp-content/uploads/2012/10/Policing_demonstrations_in_the_EU.pdf

DÉCARBONER LE CLIMAT POUR RÉPONDRE AU DÉFI ÉCONOMIQUE



Illustration : Arianna Simoncini

Le 19 septembre 2018, à Louvain-la-Neuve, a eu lieu une table ronde réunissant, dans le cadre du festival Maintenant !, Annabelle Jacquet (Lampiris/Total), Vincent van Steenberghe (SPF, DG Environnement), Alain Dangoisse (Maison du Développement Durable), Jean-Pascal van Ypersele (UCLouvain), Thierry Boereboom (Plateforme « Écoles OLLN transition énergétique »), Tanguy Boucquoy (Ville d'OLLN), Hugues Ronsse (IBA/Alliance-BW) et Béatrice Delvaux (*Le Soir*). Elle s'intitulait « Décarboner l'économie pour répondre au défi climatique », et son pré-texte était prometteur : « *Les indicateurs du climat s'affolent et, face à eux, de multiples actions s'organisent pour répondre aux Accords de Paris : rester sous les 1,5/2°C d'élévation de la température du globe terrestre. Les réponses ne sont pas rapides, car les obstacles sont davantage institutionnels et culturels qu'économiques ou technologiques ! Et pourtant, les sphères économiques ont un rôle capital pour réussir le défi climatique. Dans cette course contre-la-montre, quel pourrait être l'impact de la tarification carbone, des énergies renouvelables et de la collaboration citoyenne ? Au niveau local, une initiative comme "OLLN énergie climat" contribue à la stratégie de sensibilisation de la ville, "par l'information, le partage d'expérience ou des projets collaboratifs, en vue d'une réduction significative des émissions".* » Il pourra suffire de passer rapidement en revue ces différentes sentences, qui annonçaient très précisément le ton et la teneur des interventions.

1. « *Les indicateurs du climat s'affolent et, face à eux, de multiples actions s'organisent pour répondre aux Accords de Paris.* »

On présuppose donc explicitement que les indicateurs en question sont univoques, que les théories qui les systématisent sont cohérentes et applicables, et on conclut implicitement que c'est à bon droit que nous devrions tous nous affoler. Fort bien, mais quel est au juste le problème ? On ne l'apprendra pas. L'énonciation la plus proche du cœur problématique a été la suivante : « *Il y a érosion de la biodiversité* » et elle est passée totalement inaper-

due. En clair : la nature se meurt ; nous sommes en train de vivre la sixième extinction massive d'espèces de l'histoire de la planète. Et alors ? L'Occidental a oublié depuis longtemps qu'il faisait partie de la Nature, et il ne s'en porte pas plus mal, que du contraire. Depuis la Révolution industrielle, le progrès est en marche et il bénéficie, de toute évidence, à la totalité du corps social, ainsi qu'aux pays en voie de développement. Il faut être un indécorable conspirationniste pour prétendre le contraire. On aurait toutefois aimé un minimum de clarté sur ces enjeux affolants, d'autant plus que ceux-ci sont extrêmement simples : le dérèglement climatique est sur le point de causer une rupture de la chaîne alimentaire, c'est-à-dire une famine aussi mondialisée que l'économie est globalisée. Nous sortons de 6 mois de sécheresse. Combien de mauvaises récoltes pouvons-nous nous permettre ? Or, qui dit famine dit émeutes, guerres civiles, épidémies, migrations, guerres étatiques... et ainsi de suite. Si un semblant de structure politique peut survivre à de telles épreuves, il s'agira d'un totalitarisme fort. De même, s'il s'agit de tenter de gérer a priori ce risque, il est nécessaire de mettre en place un totalitarisme qui ne dira pas nécessairement son nom, ou alors d'orwellienne manière. En somme, le danger est obvie, immédiat (« *Clear and Present Danger* », écrivait Oliver Wendell Holmes, en 1919, dans des circonstances qui ne sont pas tout à fait étrangères à notre problème) et, en même temps, il est totalement nébuleux. On retrouve bien l'idée de menace fantôme qui est associée, par pure coïncidence, avec l'idée de terrorisme.

2. « *Les réponses ne sont pas rapides, car les obstacles sont davantage institutionnels et culturels qu'économiques ou technologiques ! Et pourtant, les sphères économiques ont un rôle capital pour réussir le défi climatique.* »

Nous avons ici deux propositions complémentaires de très grande magnitude. D'une part, le problème est institutionnel et culturel. Le climat politique, au sens large, n'est pas favorable à la résolution de la quadrature du cercle climatique. Nos institutions ne sont pas adaptées, c'est-à-dire que

la démocratie de marché est chroniquement inefficace. Et aucun nouveau grand récit n'est proposé pour orienter le changement institutionnel qui s'impose. D'autre part, la solution est économique et technologique. Non seulement le capitalisme et son *factotum* technique ne sont aucunement responsables de l'effondrement dont on nous parle à fleurets mouchetés, mais ils constituent la solution. Pour simplifier à l'aide de la vulgate contemporaine : encore plus de tertiarisation, de financiarisation et de numérisation garantiraient une vraie solution durablement durable. En clair, on fera appel à un fox-terrier imaginaire pour tuer un vrai rat⁽¹⁾.

En somme, il serait impératif de modifier notre cadre culturel et toutes ses ramifications politiques ; et, puisque la solution est déjà prête, il suffirait de laisser enfin le marché faire son travail et la technique son devoir (ou l'inverse).

3. « *Dans cette course contre-la-montre, quel pourrait être l'impact de la tarification carbone, des énergies renouvelables et de la collaboration citoyenne ?* »

Nous tenons donc le fil. Tout d'abord, les décideurs doivent se rendre compte, si ce n'est déjà fait, que le changement climatique constitue l'opportunité économique du siècle (demandez à Albert Gore, dit « Al », comme l'autre) : la tarification du carbone constitue un outil irremplaçable, investir dans le renouvelable est rentable, créateur d'emploi, de sens, de direction, et ainsi de suite. Sauf erreur, la question de l'énergie n'a pas été évoquée frontalement, au sens où, dans la configuration actuelle, l'électronucléaire est irremplaçable. Qu'est-ce à dire ? D'une part, la religion de la croissance n'interdit pas formellement le gaspillage ; elle l'encourage au contraire irrésistiblement (il suffit qu'il s'agisse d'une consommation irrationnelle). D'autre part, le dogme des 1,5°C a été récupéré avec maestria par le lobby électronucléaire. Comme en 1972, l'électronucléaire est nécessaire pour conserver ce que nous avons coutume d'appeler la démocratie. Les négawatts sont ringards. Enfin, la question citoyenne a fait l'objet de la présentation de quelques

projets locaux et concrets. Face à cette mosaïque pratico-pratique, une question avait cependant été, dès l'abord, mise en évidence : les intellectuels éclairés qui s'adressent à vous aujourd'hui déplorent l'obscurantisme des masses populaires ; ils dénoncent le travail de sape qui est réalisé par les lobbies climato-sceptiques (beaucoup plus aux USA qu'aux USEurope, mais raison de plus) ; et ils se demandent, avec le plus grand pathos de circonstance, si ce dont nous avons besoin, aujourd'hui, et de toute urgence, n'est pas une forme de lobby citoyen pour représenter l'intérêt général et contrer les lobbies qui relayent les intérêts de groupes particuliers.

En fait, nous obtenons un double constat : d'une part, l'efficace, que dis-je, le pouvoir, des lobbies et autres sacrosaintes organisations non gouvernementales est reconnu et déploré, ce qui équivaut à constater que la démocratie est en faillite. Rappelons, à l'intention des distraits, que la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le

peuple (Lincoln). D'autre part, on suggère aimablement aux citoyens de fédérer leurs intérêts dans des lobbies appropriés et de contribuer ainsi à la saine et juste gouvernance de la cité. Ici aussi, le constat est le même : la démocratie ne fonctionne pas s'il faut recourir à de tels lobbies. Ceux qui douteraient que ce double écueil scelle la mort du politique devraient simplement se souvenir que la démocratie présuppose la délibération publique de sujets d'intérêt général. Or, le travail de lobbying consiste, très précisément, à agir en privé, c'est-à-dire, pour les nombreux amateurs du genre, à conspirer afin de faire avancer un intérêt particulier. Ajoutons que, par définition, les questions techniques doivent être ou bien absentes de la discussion politique elle-même, ou bien strictement subordonnées à celle-ci⁽²⁾.

« Décarboner l'économie pour répondre au défi climatique » exigeaient les organisateurs. « Décarboner le climat pour répondre au défi économique » serait donc la réponse du berger à la bergère. Si la discussion n'a pas avancé d'un pouce, les par-

ticipants ont probablement tous conclu que seuls les économistes et les climatologues sont capables d'informer correctement les politiciens sur les enjeux qui devraient les mobiliser et sur la communication qui devrait être mise en œuvre avec les citoyens afin de sauver, dans l'ordre, les capitalistes, les technocrates, les citoyens compétents et la planète comme ressource humaine. Les aménagements cosmétiques qui devront être apportés à la démocratie représentative se produiront d'eux-mêmes, en toute transparence. Du reste, tant que les parachutistes ne sont pas dans les rues, il n'y a absolument aucune raison de s'inquiéter.

Michel Weber

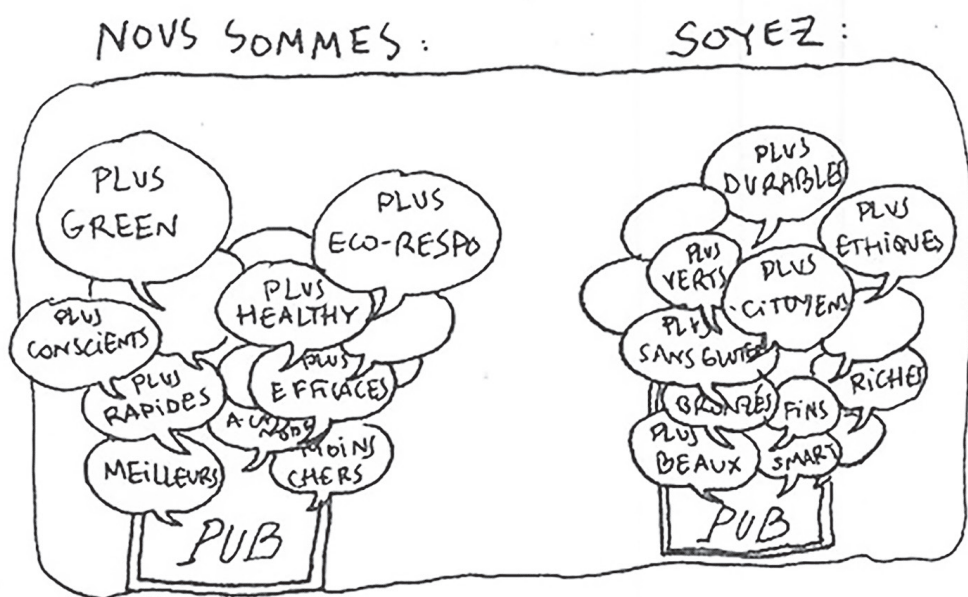
(1) A. N. Whitehead, *Process and Reality* [1929], corr. Ed., 1978, p. 228.

(2) Voir « Le changement climatique est politique », in *Kairos* 11, janvier/ février 2014, pp. 12-13.

FILS DE PUB

Alain Adriaens

SURFER SUR LA VAGUE



NOUVEAUX "ATOUTS" & NOUVELLES INJONCTIONS
S'AJOUTENT AUX PRÉCÉDENTS...

« Offrir un soutien privilégié aux petits acteurs locaux », « Soutenir 50 fermes belges dans leur conversion au bio », « Supprimer les arômes et colorants non naturels », « 100% de produits sans OGM », « Interdire la vente de poissons d'espèces menacées et soutenir la pêche durable »... Vous croyez que ces engagements sont le programme d'un groupement écologiste ou des revendications d'un réseau de consommateurs responsables ? Vous n'y êtes pas du tout : ce sont les promesses de la dernière grosse campagne de pub de Carrefour, appelée « Act for Food », sous-titré « des actions pour mieux manger ». Cette multinationale très critiquée pour ses pratiques très agressives, notamment envers les agriculteurs auxquels elle impose des prix toujours plus bas, se vante aujourd'hui d'être un modèle : plus bio-écologique-durable qu'elle, tu meurs... Bel exemple de *greenwashing* qui est loin d'être unique.

« C'est décidé, je vais au bureau à vélo » ; « C'est décidé, je ne porte plus des vêtements produits par des enfants ». Ces professions de foi ne sont pas celles d'un militant écolo ou altermondialiste mais les phrases d'une pub radiophonique qui incitent à aller déposer son bel argent sur les comptes de la banque CBC. Cette campagne, centrée sur les placements éthiques, est le fait d'une banque-assurance, filiale francophone du groupe KBC. Ce grand groupe financier a-t-il réellement des comportements exemplaires ? Le scan des banques⁽¹⁾, réalisé par FairFin, plateforme de 7 organisations francophones et néerlandophones, dont Financité, classe pourtant KBC dans la catégorie « mitigé » : score médiocre de 44% alors que Triodos atteint 93%. On s'autoproclame donc « politiquement correct » plutôt mensongèrement sans que le Jury d'Éthique Publicitaire (JEP) n'y trouve à redire...

Dernier exemple : « Vous êtes asocial? Vous n'aimez pas les gens ? Peur des microbes peut-être ? Non ? Qu'attendez-vous alors pour partager votre voiture ? ». Cette fois, la pub est cohérente : elle est le fait d'un pouvoir public qui entend soutenir l'auto-partage.

RENVERSEMENT DE L'HÉGÉMONIE CULTURELLE ?

Les publicitaires ne sont pas idiots. Ils savent qu'ils ne peuvent faire acheter les consommateurs que si leurs messages rencontrent des souhaits, des désirs déjà présents dans l'esprit et le cœur de leurs cibles. Les quelques exemples précités montrent que les valeurs qui sont défendues dans les pages de *Kairos* gagnent dans nos sociétés, au point que le monde de la publicité est obligé de les faire siennes pour continuer à promouvoir des produits qui, dans les faits, sont très loin de correspondre aux idéaux sociétaux, voire politiques, ainsi récupérés. On sait que la plasticité étonnante du capitalisme lui a souvent permis de muter et de s'adapter à des phases critiques de son existence. Aujourd'hui, il vit une nouvelle phase de contestation de plus en plus forte, justifiée non seulement par les dégâts sociaux qu'il produit mais aussi par les menaces terribles qu'il fait peser sur l'équilibre écologique de la planète Terre. Pourra-t-il, une fois de plus s'en tirer ou, en produisant des publicités surfant ainsi sur la vague contestatrice, se tire-t-il une balle dans le pied et renforce-t-il le profond désir de changement qui émerge de nos jours ? La réponse à cette question dépendra sans doute de notre capacité à décrypter ces messages hypocrites et à démonter les profondes contradictions qu'ils portent.

Alain Adriaens

(1) <https://bankwijzer.be/fr>

LES IDIOTS UTILES DE LA RECONQUÊTE IMPÉRIALE

Si les guerres servent toujours les puissants et nourrissent le capitalisme, il est étonnant de constater comment elles obtiennent souvent une forme d'unanimité quant à leur nécessité, de la droite à la gauche. Jean-Pierre Garnier analyse ici longuement la façon dont en France anarchistes, libertaires, alternatifs, autonomes et autres antifas ont soutenu les guerres du Moyen-Orient.

PREMIER ÉPISODE

On connaissait le peu d'appétence de l'ultra-gauche française des nouvelles générations pour les questions géopolitiques et les rapports de forces à l'échelle internationale. Nous ne sommes vraiment plus à l'époque où la socialisation politique de ses militants et sympathisants passait par l'anticolonialisme, l'anti-impérialisme et le tiers-mondisme. Comme le veut la tendance idéologique devenue depuis quelque temps dominante à gauche et au-delà, le désir de changement porte plus sur le sociétal que sur le social, à plus forte raison quand le social concerne des territoires situés au-delà des limites de l'hexagone. Certes, une partie de la « gauche de gauche » reste fidèle à la cause palestinienne et s'intéresse de temps à autre à l'expérience zapatiste dans le Chiapas mexicain, prise comme nouveau modèle d'émancipation. Elle dénonce aussi les exactions de la police états-unienne à l'encontre des citoyens noirs, les conditions de travail des ouvrières surexploitées du Bangladesh ou la désagrégation des sociétés rurales d'Amérique latine sous l'effet de l'imposition de cultures d'exportation au profit des multinationales. Mais il est évident que la politique étrangère, tant diplomatique que militaire, à commencer par celle des gouvernants français, est devenue le cadet de ses soucis.

Seule la soumission des politiques économiques menées par les États européens aux « *diktats de la Troïka* » continue à sérieusement préoccuper l'extrême gauche, comme en témoigne la part active qu'elle a prise, aux côtés de la gauche sociale-démocrate (PCF, Parti de Gauche, Attac, *Le Monde Diplomatique*...), dans la campagne contre le projet de constitution européenne. De même, dénonce-t-elle avec vigueur les négociations clandestines entre celle-ci et les États-Unis pour créer une zone transatlantique de libre-échange (TTIP ou TAFTA) ouvrant la voie à une emprise accrue des grandes compagnies états-uniennes et de la finance globalisée. Il faut dire que toutes les politiques économiques découlant de la mise en place d'un capitalisme sans frontières font rimer rentabilité avec austérité et que la petite bourgeoisie intellectuelle dont les anarcho-libertaires font partie, fût-ce à un rang inférieur, en sera inévitablement affectée.

En revanche, nos « gauchos » de la nouvelle vague semblaient, jusqu'il n'y a pas très longtemps, peu concernés par les affrontements se déroulant sur la scène internationale. La dernière mobilisation de ses maigres troupes remonte à la guerre lancée en 2003 par le gouvernement états-unien pour en finir avec le « régime » irakien. Tout en joignant leurs voix à celles des partisans de l'invasion pour fustiger les méfaits du dictateur Saddam Hussein, nos anarcho-libertaires, choqués par les massacres de populations civiles par les bombes et les missiles de l'US Air force, jugeaient que les « alliés » y étaient quand même allés un peu fort. Depuis lors, silence radio de la gauche radicale hexagonale sur ce qui

se déroule de l'autre côté de la Méditerranée si l'on excepte les délires révolutionnaires qui se sont emparés à nouveau d'elle au moment de l'éphémère et mythique Printemps arabe sur lequel je reviendrai. Ce silence, toutefois, commence à être rompu, mais d'une manière qui pourrait étonner de la part de gens qui prétendent se situer dans la lignée de la tradition anticapitaliste et anti-étatiste.

Notons tout d'abord que le silence reste globalement de mise sur les expéditions guerrières menées à l'initiative de nos gouvernants, que ce soit en Libye, sous Sarkozy, ou en Afrique sub-saharienne sous Hollande. Sans doute estimait-on, y compris à gauche de la gauche officielle, que c'était pour la bonne cause, comme le recommandaient des médias plus que jamais asservis aux pouvoirs en place : abattre un tyran honni, dans un cas, combattre des terroristes haïssables dans un autre. Cela sans se demander, au vu des suites de la 2^{ème} guerre menée par l'impérialisme états-unien en Irak, si la situation de la population en Lybie allait s'améliorer une fois accomplie la destruction du « régime » de Mouammar Kadhafi et l'élimination physique de son leader, ou s'interroger sur les raisons de la progression du djihadisme dans les contrées de la France.

Or voilà que, depuis peu, presse et radios « alternatives » entrouvrent leurs colonnes ou leurs ondes à des témoins d'événements ou à des analystes de la situation ayant la Syrie pour cadre. Mais, loin de proposer sur les conflits qui dévastent le pays une vision en rupture avec celle diffusée à jets continus par les médias dominants, eux-mêmes inféodés aux puissances occidentales s'activant au démembrement de cet État, nos anarcho-libertaires se contentent de surenchérir dans le lavage de cerveau et le bourrage de crâne servant à justifier que ce pays soit, après quelques autres, mis à son tour à feu et à sang au nom de la sauvegarde des libertés et la promotion de la démocratie.

DES REBELLES LIBERTAIRES ?

Ma première surprise, une mauvaise surprise, est venue, il y a bientôt 3 ans, d'une émission très écoutée sur Radio Libertaire, *Chroniques rebelles*, à laquelle il m'est souvent arrivé de participer. Son animatrice figure depuis des années parmi mes meilleures amies et je puis assurer qu'elle est au-dessus de tout soupçon d'une empathie quelconque avec les puissants, qu'ils soient publics ou privés. Or, en dépit de l'intitulé de l'entretien, « Syrie, une autre information... », on a eu droit à un bavardage avec un invité syrien, qui ne départait pas de ce qu'on entend ou lit d'ordinaire à propos de la Syrie⁽¹⁾. Les vitupérations habituelles contre la cruauté du « régime » de Bachar al-Assad alternaient avec l'exaltation non moins attendue des acquis démocratiques de la « révolution » dans les « zones li-

bérées ». Des méfaits sanglants des djihadistes, il n'était pas question. Sans doute étaient-ils passés par regrettables pertes et profits d'un processus d'émancipation dont il était hors de question de mettre en doute la réalité. Quant au rôle des puissances étrangères dans l'activation des dissensions ethnico-religieuses au sein de la société syrienne et à leur soutien aux diverses factions armées qui œuvraient à la partition du pays, on aurait en vain cherché leurs traces dans les propos des deux interlocuteurs.

« Un "régime" criminel assassine le peuple syrien ». Tel était, en fait, le scénario basique sous-jacent de cette émission. Le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'il ne pêchait pas par un excès de nuances et d'originalité. Entre l'invité syrien et l'animatrice, on aurait dit un duo Bernard Kouchner-Christine Ockrent à la belle époque de la guerre civile en Yougoslavie. D'un côté des oppresseurs et des massacreurs, de l'autre « *LA révolution* ». Rien de négatif, bien sûr, dans ladite révolution. D'une part, donc, la terreur et l'horreur, de l'autre, la Résistance, héroïque, cela va de soi. Bien plus, pour satisfaire un auditeur friand de démocratie directe, l'invité vantait les « *expériences autogestionnaires* » mises en place par des conseils élus dans le Kurdistan syrien. Silence sur les exécutions de masse et les tortures infligées sur d'autres terrains par les « révolutionnaires », en particulier sur les décapitations à la chaîne auxquelles se livrait le groupe djihadiste Al-Nosra du côté d'Alep, des « *islamistes modérés* » liés à Al-Quaïda, armés, il est vrai, par les pétromonarchies à l'instigation des États-Unis et Israël, et qui faisaient « *du bon boulot* » au dire de l'infâme Fabius. Toutes les victimes, chiites, chrétiens, alaouites n'étaient-elles pas des collaborateurs du « régime » syrien, réels ou virtuels, ne serait-ce que par leur non-ralliement à la « révolution » et qu'il fallait par conséquent liquider ?

À la manière des chirurgiens esthétiques de TF1, RTL ou France 24 travaillant d'arrache-pied pour donner un visage avenant aux égorgés, dépeceurs et génocidaires massacrant une partie de la population syrienne avec l'aval de « conseillers » de la CIA, du gouvernement islamiste turc, des royaumes obscurantistes du Golfe et des gouvernements européens, l'animatrice de Radio Libertaire et son invité s'employaient à relooker les djihadistes à l'œuvre en Syrie en zapatistes libérateurs !

Bien sûr, à les écouter, les « révolutionnaires » ne bénéficiaient d'aucune aide en armes de l'extérieur. On se demande alors d'où viennent leurs jeeps, leurs mitrailleuses et leurs missiles anti-aériens (des militaires du « régime » honni passés avec armes et bagages dans le « bon camp » ?). Du pillage des arsenaux libyens après une autre « révolution » libératrice appuyée par l'aviation de l'OTAN ? Sans doute, mais pas seulement. Motus et bouche cousue sur le rôle clef joué par l'Arabie saoudite, de mèche avec Israël et les États-Unis pour convoier les groupes terroristes et leur armement via la Turquie afin de



Illustration: Aurélie Garnier

déstabiliser et affaiblir le « régime » syrien, avec le fric venu du Qatar pour faire l'appoint, pour ne rien dire des « instructeurs » états-uniens experts en lutte contre-insurrectionnelle opérant dans les camps d'entraînement de djihadistes en Jordanie. Et sans compter le matériel français (jeeps et blindés légers) livré à l'Arabie saoudite avant de repartir vers la Syrie. Bref, rien ne distinguait les propos échangés sur cette chaîne « alternative », du traitement médiatique dont faisait l'objet depuis des mois Bachar al-Assad, dernier Hitler en date de la propagande de guerre occidentale après Slobodan Milošević, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi... Face à « la volonté de ce clan - la famille Assad et ses alliés - qui veut tout bousiller », pour reprendre une formulation péremptoire pleine de finesse de l'animatrice, « les analyses ne sont plus de mise », décrétait en écho son interlocuteur. Effectivement, en termes d'analyse, on pouvait repasser. Place au bon vieux manichéisme. Nous étions revenus une fois de plus aux beaux temps des indignations sélectives.

Mais qui était donc cet invité de choix ? Un certain Omar Enayeh, présenté comme un membre de Souria Houria (Syrie Liberté). Visiblement, mon amie anarchiste de Radio Libertaire ignorait que cette association, constituée en mai 2011, compte parmi les organisations chargées de répercuter en France et ailleurs la version officielle des conflits en Syrie élaborée par les *think tanks* liés au Département d'État et au Pentagone, par le biais de conférences, d'entretiens et de débats. Des débats où toute parole critique - mise à part, bien sûr celles qui vise le « régime », l'Iran, le Hezbollah ou la Russie - est proscrite, les audacieux se risquant à contester la version officielle étant ipso facto traités de « négationnistes », voire d'agents du Kremlin. Outre les discours de ses porte-parole, Souria Houria organise en France des manifestations et des actions pour accélérer la chute du « régime » de Bachar al-Assad, telle la Vague blanche pour la Syrie, manifestation internationale lancée en mars 2013 à l'occasion des deux ans de la « révolution syrienne » ou le Train pour la liberté du peuple syrien, emmenant en décembre 2014 des politiciens de Paris à Strasbourg pour rencontrer des parlementaires européens, le tout relayé par les organes habituels de désinfor-

mation faisant écho à la propagande belliciste de l'OTAN (TV5 monde, Bfmtv, France 24, LCP, Le Nouvel Observateur, Libération, Mediapart, Rue89, Radio France). Ou encore une manifestation de solidarité avec les « révolutionnaires syriens » mise en scène Place de la Bourse à Paris, au cours de laquelle un orateur de Souria Houria se vantait à la tribune de « brasser des millions ».

Si l'on ne connaît pas exactement la provenance exacte de ces millions, on en sait un peu plus, pour peu que l'on cherche à se renseigner, sur l'identité de la fondatrice de Houria Souria. Journaliste franco-syrienne établie en France depuis une trentaine d'années, Hala Kodmani a créé cette association en 2011 et en a assuré la présidence pendant plus de 2 ans. Auparavant, elle avait officié comme rédactrice en chef de France 24, chaîne de propagande non-stop néo-libérale et pro-impérialiste, avant d'occuper la rubrique « Syrie » dans le tabloïd libéral-libertaire *Libération* à partir du déclenchement de la soi-disant révolution syrienne. Mais, comme le note l'essayiste François Belliot, évidemment classé « révisionniste » pour animer un Observatoire des mensonges d'État, la place centrale qu'occupe Hala Kodmani dans la contestation syrienne en France s'explique surtout par l'influence de sa sœur Bassma Kodmani qui a participé à la fondation du Conseil National Syrien en octobre 2011 à Istanbul. Censée représenter les aspirations du peuple syrien, celle-ci était considérée avant tout comme la représentante un peu trop voyante du camp occidental, ce qui fragilisera sa position au sein de cet organisme, lui-même en perte de vitesse face à la concurrence de groupes djihadistes, moins « modérés » que l'ASL, sur lesquels les États-Unis et la France avaient désormais décidé de miser. Après avoir quitté le CNS, Bassma Kodmani restera néanmoins fidèle à son projet initial de « soutenir une transition démocratique en Syrie », sous-titre d'un manifeste intitulé *Le jour d'après* à la rédaction duquel elle a collaboré, comme le prouve, par exemple, une lettre ouverte à François Hollande réclamant la mise en place en Syrie d'une zone d'exclusion aérienne (sauf pour les avions de l'OTAN), « la mise au ban diplomatique du "régime" syrien » et « une aide substantielle sur le plan militaire aux brigades de l'Armée libre ».

Pour résumer, on peut tout de même s'étonner et trouver assez cocasse qu'une radio libertaire n'ait trouvé d'autre moyen pour instruire ses auditeurs sur la situation en Syrie que de faire appel à un agent d'influence rétribué par une association cornaquée par deux sœurs qui se répartissent les rôles pour promouvoir en France une « rébellion » syrienne appuyée par l'Occident, Israël compris. Ce à quoi on pourra toujours objecter qu'il y a là une certaine logique sémantique. L'émission ne s'intitule-t-elle pas « Chroniques Rebelles » ?

DEUXIÈME ÉPISODE

UNE HISTOIRE MARSEILLAISE

Sans passer en revue tous les articles et les émissions consacrés à la Syrie qui se sont succédé depuis lors dans la galaxie anarcho-libertaire, on retiendra le Supplément Syrie publié dans un numéro du mensuel alternatif marseillais *CQFD*, un parfait exemple de la dérive belliciste pro-occidentale où se sont engagés, sans apparemment s'en rendre compte, nombre de militants « anarcho-autonomes »⁽²⁾. Peu regardants également sur la fiabilité de leurs sources d'informations, les journalistes de *CQFD* ont cru bon, en effet, de sonner à leur tour l'hallali contre « l'affreux Bachar », le seul chef d'État au monde appelé par son prénom, ce qui en dit long sur le peu d'estime dont il jouit de la part de gens dont la plupart, entre nous soit dit, ne valent guère mieux que lui à bien des égards.

« Bachar ou la charia », tel serait, selon *CQFD*, l'alternative, « reprise en chœur de l'extrême droite à l'extrême gauche » qui « jettent par là-même les opposants syriens dans le sac de l'obscurantisme salafiste ». Un manichéisme qui autorise en tout cas les journalistes de *CQFD* à mettre à leur tour dans

(1) « Syrie, une autre information... », Chroniques rebelles, 20 avril 2013.

(2) « Tragédies syriennes. Révolution volée & exil », *CDFQ*, n° 136, octobre 2015

le même sac Bachar et les djihadistes, avec quand même une nette préférence, si l'on peut dire, pour le premier puisque sans lui les seconds n'auraient pas eu l'occasion de sévir. Bachar est, en effet, « *le principal responsable de la tragédie syrienne* », déclare l'éditorialiste du dossier CQFD.

Là encore, la recherche des données et surtout leur vérification n'a pas dû exiger des efforts excessifs. Déjà, on ne s'était pas foulé à CQFD pour trouver un titre à l'un des articles composant ce véritable dossier à charge: « *Bachar, tueur en Syrie* ». Ce calembour laborieux avait déjà servi de Une, avec la photo en gros plan du coupable, au tabloïd libéral-libertaire mentionné plus haut, qui, comme à l'accoutumée, mobilisait ses bobos de lecteurs pour la bonne cause du moment. Non plus la « *lutte contre le terrorisme* » comme au lendemain de l'assassinat des journalistes de *Charlie Hebdo*, mais avec les terroristes contre le super-terroriste que serait le chef de l'État syrien. Outre *Le Monde*, le journal de référence pourtant traité d'ordinaire avec mépris par les anars, l'inévitable Observatoire Syrien des Droits de l'Homme a été mis une fois de plus à contribution. Une officine de désinformation massive et de manipulation de l'opinion basée à Londres, en cheville avec l'administration Cameron via le MI6, le service de renseignement militaire britannique et animée par un businessman, Oussama Ali Souleimane, alias Rami Abdel Rahmane. Cependant, complètement à la masse pour avoir pris en retard le train de la croisade anti-Bachar, nos enquêteurs « alternatifs » ignoraient que ce propagateur d'informations horribles sur les atrocités imputées au « régime » syrien travaillerait en réalité, si l'on en croit le blog du journal *Le Monde* lui-même, pour... ce même « régime »⁽⁹⁾ !

Ce retournement mérite que l'on s'y arrête dans la mesure où il illustre bien les contradictions où s'embourbent les experts en enfumage chargés d'intoxiquer non seulement l'« opinion publique » mais jusqu'aux journalistes payés pour la formater. Pour qui n'a jamais été dupe des média-mensonges diffusés pour légitimer les ingérences et agressions impérialistes contre les « régimes » indésirables, cette découverte tardive que l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme, longtemps seule source d'information pour le torrent sans fin de propagande émanant des médias occidentaux, était dirigé par un charlatan ou un imposteur, n'est pas véritablement un scoop. Comme nombre d'organisations non pas « non gouvernementales » mais « paragouvernementales » mêlées de près aux offensives lancées contre les dictatures non-amies avec l'Occident, il était et reste préposé à rendre « justes » aux yeux ou aux oreilles des peuples occidentaux les guerres, civiles ou non, déclenchées à l'instigation de l'impérialisme. Ce qu'il y a de drôle dans l'affaire, c'est la façon dont un journal réputé sérieux comme *Le Monde*, qui puisait dans les fichiers de l'OSDH l'essentiel de ses informations sur les atrocités du « régime » syrien, s'est dépatouillé pour tirer son épingle du jeu.

« *Couverture, partielle et orientée* », « *diffusion d'informations aussi diverses qu'impossibles à confirmer* », « *plus ou moins discordantes* » et basées sur des « *chiffres contradictoires* », « *informations tendancieuses* », « *travestissements de la vérité* »...⁽⁴⁾ À l'époque où l'OSDH faisait autorité dans la presse française, *Le Monde* en tête, en matière de dénonciation des atteintes aux droits de l'homme commises par Bachar et sa clique, de telles accusations valaient à ceux qui les émettaient d'être suspectés d'indulgence voire d'accointance coupable avec lui. Et voilà qu'aujourd'hui, l'OSDH est présenté comme « *l'une des composantes du système de propagande mis au point par les soins des services de renseignement syriens à l'intention des opinions publiques occidentales* ». Et *Le Monde* de déplorer : « *Par paresse, par convergence idéologique ou par commodité, puisque l'Observatoire publiait ses informations également en anglais, la plupart des médias et des agences de presse occidentales, AFP en tête, ont continué à faire de l'organisation qu'ils avaient vilipendée leur source d'information privilégiée* ».

« *giée, si ce n'est unique* ». Mais pourquoi s'étaient-ils mis tout d'un coup à la vilipender ? Les reproches mentionnés plus haut ne laissent entendre : la « *perte de crédibilité* » de l'OSDH risquait de rejaillir sur l'ensemble des sources grâce auxquelles les médias peuvent continuer d'abreuver leurs lecteurs d'informations plus ou moins fantaisistes confirmant le caractère impitoyable et sanglant de la « *dictature* » syrienne et donc la nécessité de l'abattre. Il ne restait donc plus qu'à désigner l'OSDH comme une brebis galeuse infiltrée sur ordre de Bachar par le truchement de ses services secrets dans le troupeau blanc comme neige des vertueuses ONG et montrer ainsi que le personnage est encore plus diabolique qu'on pouvait le penser. Comment croire dorénavant, en effet, aux statistiques sur les gens que ses sbires sont censés avoir emprisonnés, torturés, assassinés ou fait disparaître, s'il s'arrange à faire lui-même diffuser à propos de ses victimes réelles ou supposées des chiffres surévalués pour déconsidérer les autres sources d'information hostiles à son « régime » ?

Bien sûr, *Le Monde* essaiera de rassurer ses lecteurs en comptant sur les « *spécialistes des médias, de l'information et de la propagande en temps de guerre* » pour qu'ils s'intéressent à la trajectoire de l'Observatoire et, plus largement, à la fiabilité des organisations de la même eau⁽⁵⁾. Mais on peut parier que lesdits spécialistes ne seront pas recrutés parmi ceux qui, depuis plusieurs décennies, luttent contre la désinformation des propagandes de « *guerre juste* », tels les animateurs marxistes du site belge *Investig'Action* ou les militants anti-impérialistes états-unis de *Counterpunch*.

Ce qui précède nous aura un peu éloignés du dossier de CQFD. Mais il faut dire que l'argumentation qui y est déployée ne dépare malheureusement pas de la collection de mensonges que l'on sert depuis 4 ans à longueur de pages ou d'antenne à propos du « *chaos syrien* ». Avec, néanmoins, une petite différence significative : la version proposée tient compte du public auquel elle s'adresse, à savoir la mouvance politico-idéologique positionnée très à gauche sur l'échiquier politique français. Il est en effet vital, pour lui complaire, de qualifier de « *révolution* » le processus déclenché en Syrie en 2011. Mais une révolution non aboutie parce que « *volée* ». Par qui ? Par les extrémistes islamistes que le « *régime syrien* » n'aurait pas été fâché, bien entendu, de voir entrer dans la danse, parfois avec son appui, pour discréditer ses opposants.

LA NOVLANGUE IMPÉRIALISTE

Quelques lignes s'imposent ici pour décrypter l'idéologie véhiculée dans le vocabulaire utilisé par les médias pour traiter des conflits au Moyen-Orient et, en particulier, de la situation en Syrie. On remarquera tout d'abord que j'ai systématiquement apposé des guillemets au mot « régime ». Pour quelle raison ? Tout simplement parce que loin de constituer un signifiant neutre, comme on l'enseigne à Sciences Po, il sert le plus souvent à désigner un système politique ou social jugé inacceptable parce que non conforme aux intérêts et donc aux souhaits des dirigeants de l'Occident capitaliste. Cela a commencé en 1917 avec la révolution russe d'Octobre, où l'arrivée au pouvoir du parti bolchevik a donné le signal d'une propagande hostile ininterrompue qui allait durer des décennies contre les institutions issues de cette révolution. De Lénine à Gorbatchev, elles seront labélisées « *régime communiste* ». Il en ira de même pour les « *satellites* » européens du « *camp socialiste* » et les États « *communistes* » ou « *socialistes* » chinois, nord-coréen, vietnamien, cambodgien et cubain.

La connotation négative du terme « régime » s'était trouvée définitivement renforcée dans les années 20 avec l'instauration en Italie d'un État qualifié de « *fasciste* » par Mussolini, puis, une dizaine d'années plus tard, lorsque Hitler rebaptisera l'État al-

lemand « *III^e Reich* ». On parlerait alors de « *régime fasciste* » et de « *régime nazi* » (ou « *hitlérien* »). À la liste s'ajoutera bientôt le « *régime franquiste* » en Espagne. Cette mutation langagière n'épargnera pas, évidemment, le gouvernement installé en 1940 dans la France occupée. L'« *État français* » du Maréchal Pétain se verra *ipso facto* dénommé « *régime de Vichy* » par les résistants. Cette appellation connaîtra une nouvelle vogue parmi les progressistes du monde entier quand l'impérialisme états-unien délèguera à des dictatures, militaires ou non, la tâche de lutter contre la « *subversion communiste* » dans son arrière-cour sud-américaine ou dans certaines chasses gardées de l'Extrême-Orient (Vietnam, Corée du sud, Cambodge, Indonésie, etc.). Toutes seront mises dans le même sac des « régimes » répressifs.

Il va de soi qu'hormis ces regrettables exceptions, aucun gouvernement, aucun État du « monde libre » ou associé à ce monde, fût-il corrompu et répressif, ne saurait être « mis au régime », si l'on peut dire, c'est-à-dire défini par une appellation aussi infamante. D'autant qu'en plus, le terme « régime » connote quelque chose qui va fâcheusement à l'encontre du mot « liberté » que nos dirigeants ont inscrit sur leur drapeau : l'enrégimentement. Les termes les plus couramment employés pour désigner les institutions qu'ils pilotent sont « gouvernements » et surtout, comme chacun sait, « démocraties ». On peut cependant souligner une exception, transitoire, à la règle. Une exception... française. Durant quelques années, il fut de bon ton, en effet, parmi la gauche et l'extrême gauche de traiter la Ve République comme un « régime », non pas dictatorial, certes, mais autoritaire et technocratique. Né en 1958 de la rébellion des officiers militaires et des partisans de l'Algérie française, ladite République avait effectivement une origine jugée à l'époque quelque peu douteuse du point de vue démocratique, que n'avait pas effacée le référendum de 1962, qualifié au demeurant de « plébiscite » par les opposants au « régime gaulliste » en voie d'institutionnalisation. À tel point qu'un de leurs leaders, et non des moindres, n'hésitait pas à fustiger la nouvelle constitution dans un essai polémique qui fit sensation à l'époque : *Le coup d'État permanent*⁽⁶⁾. Ce qui ne l'empêchera pas de se hisser grâce à cette même Constitution à la tête de l'État, inchangé dans sa structure, 17 ans plus tard.

De nos jours, c'est-à-dire depuis l'effondrement du « régime soviétique » et l'annonce consécutive par le président états-unien George Bush de l'avènement d'un « *nouvel ordre mondial fondé sur l'économie de marché et la démocratie* », l'emploi du terme « régime » est systématiquement appliqué aux États dont les gouvernements se montrent rétifs à la soumission à cet ordre. C'est ainsi que seront pointés tour à tour d'un doigt accusateur pour cause de « *menace pour la paix* » et d'« *atteintes aux droits de l'homme* » voire de « *génocide* » le « régime » afghan sous influence soviétique, le « régime yougoslave » puis « serbe », le « régime iranien », le « régime irakien », le « régime libyen » et, dernier en date, le « régime syrien ». Or, nul ne s'est avisé dans la mouvance anarcho-libertaire hexagonale de dé-gager la signification politico-idéologique de ce tripatouillage sémantique. Pas plus que de mettre en doute les informations épouvantables relatives aux exactions du « régime » syrien.

Ainsi sera reprise dans le dossier de CQFD la version d'un bombardement au gaz sarin de populations civiles par le « régime syrien » en août 2013, alors que l'on a appris par la suite que ces munitions avaient été récupérées par les djihadistes de l'État islamique dans les entrepôts militaires sur lesquels ils avaient mis la main. De même CQFD ne pouvait manquer d'évoquer l'« *album horriblique de César* », pseudonyme d'un photographe de la « *police militaire du dictateur* » ayant réussi à exfiltrer plusieurs dizaines de milliers de photos montrant des cadavres « *portant des marques de chaînes, de brûlures, de lacérations et d'énucléations par des armes chimiques* ». Le hic est que ce livre contenant ces clichés n'a pas été publié à n'importe quel

moment. Ni promu par n'importe qui.

L'ONU était alors en train de statuer sur la situation en Syrie, les avions de notre glorieuse armée étaient supposés commencer à bombarder Daesh et Vladimir Poutine s'efforçait de ramener à la raison d'État russe une « coalition anti-terroriste » qui semblait distinguer les bons terroristes dits « modérés », qu'elle épargnait quand elle ne les ravitaillait pas en armements, en médicaments, voire en denrées alimentaires, des mauvais qu'elle assimilait aux forces du « régime ». Ce n'était donc que par le plus grand des hasards qu'un livre à charge contre Bachar al-Assad sorte précisément à ce moment. « On peut donc facilement conclure, persiflait un commentateur, que la sortie de ce bouquin n'est qu'une manipulation médiatique, tant son contenu est prévisible et tant la date de sa publication est judicieusement positionnée dans l'agenda de guerre onusienne... ». Contenu prévisible, sans nul doute. Promu par *Le Nouvel Observateur*, hebdomadaire social-libéral en flèche dans la campagne haineuse menée contre le « régime syrien », ce livre était censé, selon la journaliste préposée à l'entretien avec le dénommé César, montrer « le vrai visage de Bachar, celui d'un dictateur qui a fait couler beaucoup de sang ». Comme si, depuis 4 ans, une propagande non-stop diffusée avec un bel ensemble par tous les médias n'avait pas déjà convaincu nos concitoyens que Bachar était vraiment un sale type ! En outre, et cela devrait accroître la suspicion quant à l'authenticité des clichés recueillis dans ce livre, celui-ci aurait servi de base, si l'on en croit la même journaliste, au parquet de Paris pour ouvrir une enquête préliminaire pour « crimes de guerre » visant le « régime » de Bachar al-Assad. Or, cela faisait des mois que Hollande et Valls, aiguillés par Netanyahu, cherchaient un prétexte pour faire inculper le chef d'État syrien. Décidément, la parution de ce livre d'horreurs tombait bien !

Sans remonter aux pseudo-« incidents du Tonkin » de 1964, montage de toutes pièces ayant servi à justifier une escalade de l'intervention de l'US Army dans la guerre du Vietnam, l'histoire récente est riche de manipulations médiatiques destinées à diaboliser un « régime » et son leader pour légitimer l'élimination de l'un et de l'autre. Il suffit d'évoquer le soi-disant charnier de Timisoara, censé confirmer la perversité du « régime de Ceaucescu », les couveuses débranchées d'un hôpital de Koweït City, durant la première guerre du Golfe, témoignant du sadisme du « régime » de Saddam Hussein, les photos truquées de prisonniers décharnés derrière des barbelés pour faire croire que le « régime » de Slobodan Milošević renouait avec les camps de concentration nazis, la fiole de gaz mortel brandie par Colin Powell devant l'assemblée de l'ONU attestant la possession d'« armes de destruction massive » par le « régime irakien »...

À l'automne 2015, avec un retard de 3 ans sur les médias étrangers non inféodés à l'OTAN, *Le Canard*



Illustration: Gabrielle Lacombe

Enchaîné révélait ce que les rares gens informés en France, mis à part nos gouvernants et leurs « services de renseignement », savaient depuis longtemps⁽³⁾. À savoir que les terroristes du groupe Front Al-Nosra étaient fort bien vus des stratèges occidentaux de la « lutte antiterroriste ». À tel point que les pilotes états-uniens et les « alliés » de la vertueuse « coalition » opérant en Syrie et en Irak avaient reçu l'ordre non seulement de ne jamais frapper ces « islamistes modérés », mais même de les ravitailler en armes - 50 tonnes aux dernières nouvelles (octobre 2015) - en espérant qu'ils en feraient un bon usage. Contre Daech, officiellement ; contre les troupes du « régime », en fait. Un traitement de faveur parfaitement justifié si l'on en croit Fabius l'infâme pour qui « Bachar al-Assad ne mériterait pas d'être sur terre ». Comme si l'on devait se réjouir de savoir encore en vie l'ex-premier ministre du sang contaminé, promoteur du tournant de la « rigueur » en 1983 quand il officiait comme Premier ministre et défenseur inconditionnel de l'État sioniste au sein des instances dirigeantes du PS.

En mars 2016, *CQFD* découvrait la lune pour ses lecteurs. Pas celle éclairant le paysage syrien, ce qui serait top demander à un journal que sa vocation « critique » semble dispenser de toute obligation d'autocritique, malgré les informations qui commencent à filtrer dévoilant au « grand public » hexagonal les tenants et les aboutissants (provi-

soires) du « soulèvement populaire contre le "régime" de Damas », mais la lune, longtemps voilée elle aussi, aux yeux des « observateurs » du terrain libyen. Une information pêchée dans *Le Monde*⁽⁴⁾ d'où il ressortait, à l'étonnement du « spécialiste des questions militaires à CQFD [sic] » que les puissances occidentales auraient soutenu les rebelles libyens et aidé à détruire « le régime » de Kadhafi en même temps que son dirigeant, non pour établir la démocratie dans le pays, mais pour faire prévaloir les intérêts des firmes capitalistes et, en ce qui concerne particulièrement le gouvernement français, contrer les visées du leader libyen sur la Françafrique⁽⁵⁾. « Un scénario de naïfs » s'exclame avec une ironie lourde notre expert ès questions militaires qui arrive à peine à y croire. Non, tout simplement le scénario habituel des « guerres humanitaires ».

(3) syrie.blog.lemonde.fr/.../la-credibilite-perdue-de-rami-abdel-rahman-dire...

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) François Mitterrand, *Le coup d'État permanent*, Plon, 1964.

(7) *Le Canard enchaîné*, 7 octobre 2015.

(8) Nathalie Guibert, « La France mène des opérations secrètes en Libye », *Le Monde*, 26 février 2016.

(9) Georges Brousailles, « Aux origines du désastre libyen », *CQFD*, mars 2016.

TROISIÈME ÉPISODE

AUX ORIGINES DE L'AVEUGLEMENT ANARCHOÏDE

Comment expliquer ce cantonnement des journaux, radios ou sites internet dits alternatifs au rôle de supplétifs de la propagande du Département d'État et de l'enfumage guerrier qui lui fait écho en France de la part de nos dirigeants, nos intellectuels de cour et nos journalistes aux ordres sans qu'il soit même besoin de leur en donner ? À la différence de médias *mainstream*, on ne saurait suspecter les paladins de la « contre-information » anarcho-libertaire d'être vendus (ou achetés) comme les journalistes de *Libération*, du *Monde* ou du *Figaro*, quotidiens - pour ne pas parler des hebdomadaires du genre *Le Point*, le *Nouvel Obs* ou *L'Express* - détenus par les propriétaires de groupes de presse qui ne peuvent que colporter les discours en faveur de l'ordre établi, aussi bien mondial que national. On ne peut non plus les supposer raliés plus ou moins subrepticement à cet ordre, comme ce fut le cas dans les années 70 avec les soixante-huitards « passés du col Mao au Rotary Club ». Sur la plupart des autres fronts de la lutte, ils n'ont pas abandonné leurs positions contestataires voire révolutionnaires si on prend au pied de la lettre leurs proclamations.

Certes, comme je l'ai signalé au début, le désintéret manifesté par la gauche alternative pour ce qui se passe dans d'autres pays, et l'ignorance qui en découle, ne sont pas sans lien avec le primat accordé au « sociétal », c'est-à-dire à l'épanouissement individuel aux dépens du social, c'est-à-dire à l'émancipation collective. L'air du temps, depuis le milieu des années 70, est au changer sa vie plutôt qu'au changer la vie. Quoi qu'ils en disent, nos anarchoïdes n'y échappent pas et cela d'autant moins qu'ils font en majorité partie de cette petite bourgeoisie intellectuelle, fussent ses fractions inférieures, dont la radicalité politique, quand elle n'a pas disparu, s'est sérieusement émoussée au fil des décennies.

Disons les choses clairement, quitte à indisposer. Il existe un genre de comportement pavlovien et panurgique chez les libertaires qui consiste à détecter avec un bel ensemble des révolutions un peu partout dans le monde. Comme 1968, bien qu'à un degré moindre, 2011 a fait figure d'année faste aux yeux des gauchistes en quête de révolution. Si en Mai 68 le fond de l'air leur parut rouge, les premiers mois de 2011, marqués par les soulèvements populaires tunisiens et égyptiens contre les « régimes » policiers et corrompus, leur fit croire que la révolution était de nouveau inscrite à l'ordre du jour. D'autant que l'occupation des places espagnoles par les Indignés, suivie par les manifestations de Occupy Wall Street et autres lieux aux États-Unis venaient renforcer cette impression. Bref, aux yeux des jeunes militants avides de voir survenir une insurrection qui n'en finissait de venir, celle-ci était enfin arrivée. Ce que confirmera, comme il fallait s'y attendre, dans un nouvel opuscule incendiaire, le fameux aussi bien que mystérieux Comité Invisible⁽¹⁰⁾. En réalité, il a suffi de quelques semaines aux gens les plus censés pour découvrir que c'était la révolution qui était invisible. À moins que l'on ne change la signification du mot « révolution », comme l'on fait depuis longtemps les publicitaires et les propagandistes de l'ordre établi qui discernent une révolution dans n'importe quelle innovation technologique, commerciale, institutionnelle ou artistique.

Il faut quand même bien l'admettre : le mouvement populaire qui, en Tunisie et en Égypte, a provoqué la mise à l'écart de Ben Ali et de Moubarak, n'a pas bouleversé l'ordre capitaliste dans ces pays. Il n'a abouti qu'à un changement d'équipe gouvernementale sans lendemains qui chantent. Non par la faute des partis islamistes qui, dans une deuxième phase du processus, auraient confisqué le « Printemps arabe », mais tout simplement parce que celui-ci n'était aucunement porteur d'une transforma-

tion radicale des rapports de production, avec le socialisme ou le communisme comme horizon.

Parties prenantes dans la « reconfiguration démocratique du Grand Moyen Orient » sous l'égide de l'impérialisme états-unien, deux catégories d'acteurs étranges que l'on pourrait qualifier de zombies médiatiques ont fait leur apparition. D'un côté, nés du cerveau des propagandistes infatigables du nouvel ordre mondial, les « djihadistes modérés », les tortionnaires et massacreurs de Al-Nosra en tête, financés et armés par l'Occident et soutenus par Israël, dont les atrocités innombrables sont vues d'un bon œil puisqu'elles contribuent à déstabiliser l'odieux « régime » syrien. De l'autre, sortis tout droit de l'imagination enfiévrée des animateurs de la presse, des radios ou sites « parallèles », d'improbables révolutionnaires dont l'horizon se borne en fait à un changement de « régime » en tout point conforme aux vœux des puissances étrangères et sans lien aucun avec les idéaux socialistes ou communistes d'antan.

« Nous partageons avec l'Arabie saoudite un certain nombre de visions stratégiques, notamment en ce qui concerne la Syrie », se vantait Manuel Valls interrogé sur une chaîne privée pour justifier les bons rapports entretenus avec cette pétromonarchie peu recommandable en matière de Droits de l'Homme⁽¹¹⁾. Des visions qui peuvent se résumer en trois points : la destruction du « régime syrien », l'appui aux djihadistes rebelles pour parvenir à cette fin, le soutien sans faille à l'État sioniste, ennemi juré des gouvernements ou des mouvements opposés à l'occupation de la Palestine et associé pour cette raison à l'Arabie saoudite, à la Turquie et aux groupes terroristes à l'œuvre du côté du Plateau du Golan dont Israël soigne les blessés dans ses hôpitaux. De cette concordance de vues, il n'est pas question dans les médias « alternatifs ». Certes, on ne pourrait soupçonner leurs animateurs de partager ces vues. Mais ce silence à leur sujet revient à consolider l'un des piliers de la propagande belliciste : le mensonge par omission.

Au milieu de cette créterie anarcho-libertaire généralisée, les membres de la coopérative agricole de Longo Maï, implantée près de Forcalquier, font exception. Sans doute parce que depuis sa fondation au début des années 70, nombre d'entre eux, des militants néo-ruraux guidés par une position résolument anti-néocolonialiste et anti-impérialiste, ont suivi avec une attention méticuleuse et critique le déroulement des événements sur la scène internationale mais aussi dans les coulisses. Aussi, à la différence des « radicaux » de papier ou de bacs à sable « alternatifs », ils ne s'en laissent pas conter par les récits mensongers destinés à vendre ou à masquer les interventions en tout genre des armées impériales visant, sous des prétextes humanitaires, à remodeler le monde selon les intérêts capitalistes. C'est ainsi que dans plusieurs numéros d'octobre 2015 de leur gazette hebdomadaire, *L'Ire des chénaies*, un débat véritablement contradictoire a été ouvert sur le soi-disant « chaos syrien », syntagme dont usent et abusent les observateurs stipendiés pour faire croire que la « situation est plus complexe qu'on ne l'imagine », avant de nous assener des explications dont l'inspiration semble puisée dans les bandes dessinées. Il faut récuser, conseille l'auteur d'un premier article, « la vision simpliste, infantilisante et malhonnête de ce drame devenu très vite le théâtre d'une confrontation géopolitique majeure et mondialisée »⁽¹²⁾. Ainsi en va-t-il de la « narration occidentale des gouvernements et des médias » qui fait autorité, comme on l'a vu, dans les milieux anarchistes ou « radicaux » selon laquelle « la matrice initiale, essentielle, et quasi exclusive du drame syrien tient à la nature du "régime" et de son président diabolisé ». Comme si, à l'époque du capitalisme transnationalisé, plus encore qu'hier où il n'était que international, les contradictions et les conflits internes pouvaient être analysés et interprétés en faisant abstraction du caractère surdéterminant des ingérences impérialistes, plus nombreuses que jamais.

Résumons-nous pour éviter tout malentendu. Le « régime » syrien entre-t-il dans la catégorie des dictatures policières au service prioritaire d'une clique dirigeante, au même titre que ceux qui avaient été instaurés en Irak et en Libye avant que les interventions armées de l'impérialisme, directes ou par djihadistes interposés, n'y mettent fin ? Sans aucun doute. N'étaient-ils ou n'est-il - pour celui que l'Occident capitaliste et ses alliés (pétromonarchies, Turquie et Israël) cherchent à abattre après les autres - que cela ? Certainement pas. Rien que sur le plan sociétal qui fascine tant, de nos jours, nos anarchoïdes hexagonaux, ils avaient au moins le mérite, d'une part, de garantir à la femme de ne pas être institutionnellement traitée comme un être inférieur et soumis, d'autre part, d'être des « régimes » laïcs c'est-à-dire soucieux de ne pas laisser la religion s'immiscer dans la vie politique. Sur le plan social que les mêmes anarchoïdes semblent quelque peu délaissés, voire oublier quand il ne s'agit pas de leur propre société, les dits « régimes » étaient tout de même parvenus à assurer aux classes populaires un minimum de bien-être en matière d'éducation, de santé, de logements et d'équipements collectifs. Tout cela est connu de n'importe quel Occidental - en plus des agents étrangers des services de renseignement - qui a pu vivre, ne serait-ce que quelque temps, dans les sociétés placées sous l'emprise de ces « régimes », ou, à défaut, s'est donné la peine de lire des ouvrages d'universitaires moyen-orientaux (économistes, historiens, sociologues...) non inféodés aux pouvoirs en place que ce soit localement ou à l'extérieur des pays concernés⁽¹³⁾.

D'une manière plus générale, une allergie séculaire donc enracinée au matérialisme historique et à la dialectique, à toute approche d'une conjoncture politique, conflictuelle ou non, en termes de rapports de classes, et, disons-le, à la pensée marxienne, confondue avec les falsifications marxistes (staliniennes, trotskistes ou maoïstes), incite nos anarchoïdes à renoncer à toute « analyse concrète d'une situation concrète » quand cela les dérange... ou les arrange. Aussi préfèrent-ils, selon une vision manichéenne peu propice à la lucidité, focaliser non seulement leur attention, mais aussi leur hostilité voire leur haine sur des incarnations personnalisées du Mal. Ainsi en arrivent-ils à faire chorus avec les pires suppôts de l'ordre impérialiste pour diaboliser les dirigeants qui font obstacle à son expansion : Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar al-Assad et, bien sûr, le dirigeant russe promu nouveau « grand Satan » de l'Occident, Vladimir Poutine⁽¹⁴⁾. On comprend dès lors pourquoi, obsédés par la destitution du « tyran », l'anéantissement simultané d'une population et d'une civilisation dans un pays mis à feu et sang « pour la bonne cause » ne puisse leur apparaître, finalement, que comme un immense et, certes regrettable, mais inévitable « dommage collatéral ».

Jean-Pierre Garnier

Cet article est tiré de l'ouvrage « *Le grand-guignol de la gauche radicale* ». **Chronique marxiste-burloniste, Éditions critiques, 2017.**

(10) Comité Invisible, *À nos amis*, La Fabrique, 2014.

(11) « Bourdin direct », RMC-BFMtv, 15 octobre 2015.

(12) Laconique, « De la Syrie au Mali en passant par les réfugiés... », *L'Ire des chénaies*, 7 octobre 2015.

(13) On ne peut que recommander, un parmi d'autres, l'ouvrage fondamental de Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques, XIX^e-XXI^e siècles*, La Découverte, 2015.

(14) À cet égard, ils sont en phase avec un éditorialiste de *L'Immonde* qui, dans le dossier déjà cité, appelait ses lecteurs à une mobilisation générale contre « l'armée syrienne, la Russie, l'Iran et les milices chiites qui participent à un crime d'une ampleur sans précédent ». Du coup, la « Shoa », à qui était réservé jusque-là ce statut, passe à la trappe !

LE REFUGE IDENTITAIRE

Depuis quelque temps, la plupart des médias dominants ne cessent d'alerter sur la menace populiste qui planerait sur nos démocraties. Il faut dire que tous ceux qui ont l'audace de critiquer les « zélites »⁽¹⁾ néolibérales sont rejetés dans le même sac infamant qui traduit surtout le mépris envers le peuple de ceux qui qualifient ainsi leurs opposants. Nous souhaitons développer ici une approche sociologiquement plus pertinente de l'attitude adoptée par ceux qui cherchent refuge auprès du discours apparemment rassurant de l'extrême-droite.⁽²⁾

Il y a de nombreux ceux que l'on peut qualifier de « perdants de la globalisation néolibérale » et, parmi ceux-ci, ils sont en nombre croissant ceux qui réalisent que l'avenir risque fort d'accentuer ce déclassement. Ils voient bien que la droite néolibérale, sous des discours menteurs, accélère cette funeste évolution. Ils réalisent aussi que la gauche social-démocrate ne s'y oppose que très mollement... quand elle n'y collabore pas. L'anxiété se généralise donc et nos contemporains qui ne font pas partie des rares *winners* tentent donc de trouver un discours politique qui promet de les protéger, notamment d'une menace sur la civilisation européenne que certains s'ingénient à amplifier.

LA TRISTE RÉALITÉ DU REcul DES CIVILISATIONS EUROPÉENNES

Pour ce qui est de la crainte d'une disparition des cultures et traditions des peuples d'Europe, les identitaires n'ont peut-être pas tout à fait tort. En effet, si l'on se promène dans n'importe quelle grande ville d'Europe, ne trouve-t-on pas des signes clairs d'une acculturation grandissante, avec les mêmes évolutions partout ? Dans leur course pour être la *smart-city* gagnante dans le *benchmarking* qui attirera les *start-up* qui feront leur *success story* de demain, les cités ne font-elles pas fleurir une foule de marqueurs attestant de la disparition des identités nationales ? Face aux McDo et Burger King, nos entreprises du coin ne se laissent pas faire et développent aussi des *fast food made in* ici, comme les Quick et autres Buffalo grill. Cela ne fleure pas bon le terroir local ? Vous avez raison mais croyez-vous vraiment que cette perte d'identité vient de la civilisation arabo-musulmane toujours dénoncée. Le plus extraordinaire n'est-il pas que nos contemporains se trompent de source du danger et voient dans quelques femmes voilées une menace sur leur mode de vie, pourtant déjà en bonne voie de dénaturation depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? Pas vraiment puisque la droite s'ingénie très adroitement à manipuler leurs peurs légitimes. Voyons comment les dominants manipulent la peur venue de la perte des repères rassurants venus du passé.

LA PROGRAMMATION DU CHOC DES CIVILISATIONS

Lorsque l'URSS s'est écroulée sous le poids conjugué de ses propres contradictions et de l'aide des USA qui l'ont piégée dans une course aux armements insupportable, l'Occident triomphant s'est donc trouvé sans ennemi. Très mauvais cela car, comme l'a bien décrit Orwell, on ne soumet les peuples qu'en leur faisant craindre une guerre perpétuelle. Dans 1984, *Oceania*⁽³⁾ affrontait sans fin *Eurasia* et *Eastasia* mais nos modernes porteurs de

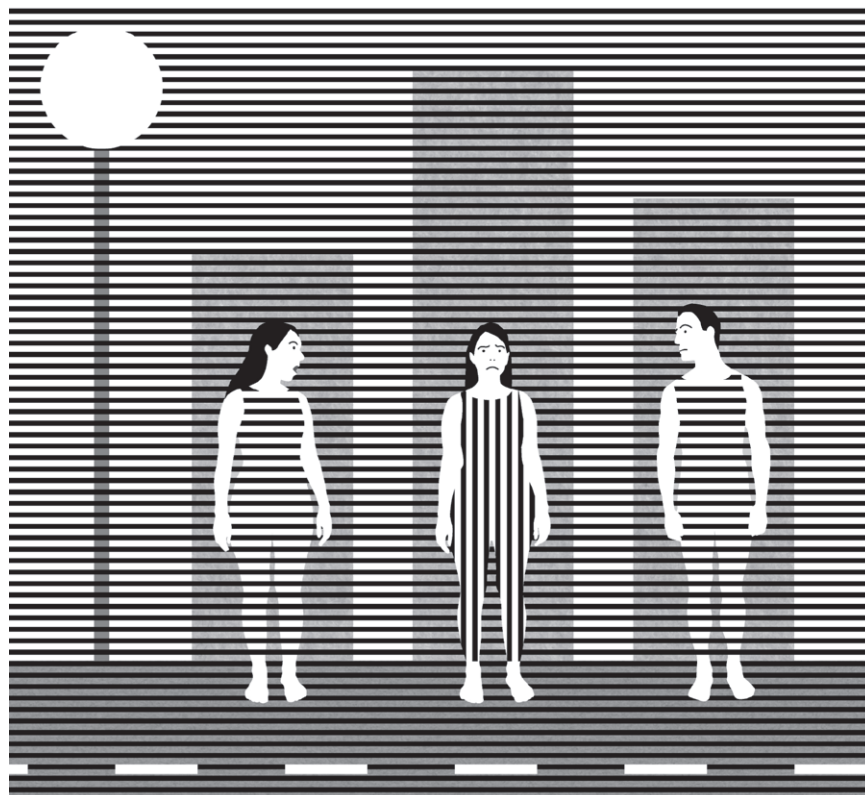


Illustration: Doriane Millet

la pensée que « la guerre c'est la paix » ont trouvé plus futé. Sous la plume de Samuel Huntington est paru en 1996 *Le choc des civilisations* qui, immédiatement relayé par tous les médias dominants, fut donc un succès de librairie et de pensée. Cette fois, autour d'Oceania, c'était une dizaine de civilisations qui menaçaient nos « pacifiques » démocraties occidentales. Deux de celles-ci étaient particulièrement pointées du doigt comme agressives : la chinoise et la musulmane. Avec les attentats du 11 septembre 2001, le nouvel ennemi planétaire n°1 était confirmé et les guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie, de Somalie et de Libye ont concrétisé cet affrontement (et, fort utilement, assuré le contrôle des plus grandes sources d'énergies fossiles).

LA GUERRE DES CIVILISATIONS AURA-T-ELLE LIEU ?

La conception de Huntington quant aux rapports entre les peuples est une idéologie politique d'un grand simplisme ayant comme objectif de resserrer les rangs au sein de l'opinion publique occidentale. En fait, le monde est infiniment plus complexe et il faut lire l'ouvrage de Raphaël Liogier, *La guerre des civilisations n'aura pas lieu*⁽⁴⁾, pour approcher cette complexité. Ce sociologue, spécialiste des religions, décrit d'abord l'évolution historique des théories des relations entre peuples. D'abord, l'universalisme occidental, du haut de sa supériorité, entendait apporter LA civilisation aux sociétés retardées. La colonisation fut le sommet de cette arrogance mais la démesure (consommériste et technologique) de la modernité fut bientôt source de remises en cause scientifiques. Impossible de détailler ici les controverses sociologiques qui ont abouti à l'opposition entre deux conceptions des relations entre civilisations : le différentialisme à la Huntington (qui sacralise les différences) et qui rejette tout métis-

sage entre différentes cultures qui seraient figées et incapables d'échanger, voire de coexister. C'est sur cette théorie que s'appuient les extrêmes droites identitaires pour rejeter l'autre, non plus sur base raciale, mais sur base culturelle. L'habileté du discours est de « protéger les autres cultures », pourvu qu'elles restent lointaines et qu'on instaure un *apartheid* mondial. Le différentialisme s'oppose au relativisme qui, lui, ne nie pas les différences mais trouve assez de valeurs anthropologiques communes

pour accepter l'enrichissement mutuel et donc le multi- ou l'inter-culturalisme.

Si Raphaël Liogier titre *La guerre des civilisations n'aura pas lieu*, c'est parce que les religions sont au cœur du rejet des autres par les identitaires et que les études sociologiques des religions prouvent que toutes les religions (chrétiennes, musulmanes, juives, voire le bouddhisme...) sont toutes partagées entre des modes (spirituel, charismatique et fondamentaliste) qui les rapprochent entre elles et les divisent de l'intérieur. Le souhait de les voir s'affronter s'oppose au réel et les logiques identitaires sont des constructions artificielles aux mains de politiques cyniques.

La description par Liogier des formes hypermodernes des religions et de la domination de l'individu-globalisme est tout aussi passionnante et justifie un autre article.

Alain Adriaens

(1) Les guillemets et le « z » parfois utilisés traduisent la distance que l'on peut prendre avec ce substantif et dénoncent le manque de modestie (et de lucidité) de ceux qui s'autoproclament ainsi. Parfois on aurait envie de nommer *nomenklatura* ceux qui se veulent « maîtres » du monde et *apparatchiks* les « petites mains » qui les servent.

(2) Nous avons distingué dans une précédente brève la différence profonde d'avec ceux qui se positionnent comme défenseurs du peuple (c-à-d ceux sur lesquels le pouvoir s'exerce). Chantal Mouffe et Laclau sont les théoriciens défenseurs de ce positionnement de gauche qui ne dénie pas le terme de populisme.

(3) Tiens, Oceania cela ne fait-il pas penser à une alliance militaire dont le sigle est centré sur un océan, l'Atlantique Nord. Décidément, il n'y a pas que pour la surveillance connectée et la novlangue qu'Orwell est un prophète...

(4) Raphaël Liogier, *La guerre des civilisations n'aura pas lieu, coexistence et violence au XXI^e siècle*, Paris, Biblis, CNRS Éditions, 2018, 10€.

VENEZUELA, LES RÉPÉTITIONS FONT LA VÉRITÉ

C'est par de nombreuses offensives, planifiées, précises et répétées que l'on gagne une guerre. C'est par la répétition continue d'un même type de messages que l'on gagne une guerre médiatique. En ce qui concerne le Venezuela, parler de « guerre de l'information » n'est pas un superlatif. Et comme dans les guerres militaires, ce sera le nombre d'offensives médiatiques qui permettra à un des belligérants de s'imposer.

Réussir à faire croire au spectateur ce qu'il est obligé de penser, tel est l'objectif du conditionnement sous-jacent. Comme l'écrivait Aldous Huxley en 1931 dans *Le meilleur des mondes* (roman dystopique dans lequel les fœtus sont programmés durant leur sommeil à coup de répétitions auditives, « 3 nuits par semaine, pendant 4 ans », pour qu'ils intègrent la condition sociale qui leur a été choisie) : « 62.400 répétitions font une vérité ». En effet, il n'y aurait de vérité que celle qui fait taire toutes les autres. Autrement dit, n'importe quelle soumission répétée à une opinion, à l'usure, - et on nous a toujours à l'usure... - se fait oublier comme opinion. La récurrence d'un même discours devient le seul discours possible et toute information qui sortirait du cadre habituel se heurterait au scepticisme le plus farouche, voire à l'indifférence la plus totale... Concernant le Venezuela donc, c'est dans un même bain d'acétaminophène⁽¹⁾ que, régulièrement, les « grands médias » nous plongent depuis (en gros) l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1998.

Il faut dire que la question de la partialité des médias au Venezuela n'est pas une question subsidiaire. Et pour cause... Avril 2002, Chávez au pouvoir, l'opposition vénézuélienne appelle à la grève générale tandis que les chavistes se mobilisent massivement en soutien à leur président. Dans les deux camps la mobilisation est forte. Le 11 avril, une manifestation organisée par le syndicat patronal Fedecàmaras (de droite) est méthodiquement détournée de son parcours établi vers le palais présidentiel, en vue d'un bras de fer avec le gouvernement. L'armée bolivarienne, entre les deux camps, tente, tant bien que mal, de calmer le jeu. Sans que personne n'y comprenne rien, soudainement, des gens tombent (de chaque côté) sous les balles anonymes de francs-tireurs juchés dans les tours voisines. Sans attendre, quelques chavistes armés répliqueront en direction des tours meurtrières... Ces images, qui feront le tour du monde, assorties d'un commentaire mensonger, seront détournées, manipulées, montrant les chavistes tirant sur les manifestants de l'opposition ; derrière l'écran, la population s'insurge : « Chávez, assassin ! ». 17 morts, plus de 200 blessés, l'armée s'empresse d'annoncer qu'elle n'obéira plus au président... Aussi, dans la foulée, les moyens de communications publics (VTV, la chaîne publique) ont été coupés ; le président se retrouve isolé, privé de parole. Impossible de démentir les images manipulées. C'est fait, Hugo Chávez est renversé. Le 12 avril, le commandant général de l'armée, se félicitant du bon déroulement du coup d'État, avouera l'avoir préparé pendant 6 mois... En ce mois d'avril 2002, le Venezuela inventera le premier coup d'État de l'histoire basé sur le recours aux médias (privés)... Premier coup d'État dans le genre, la « guerre de l'information » se découvre un nouveau chapitre d'étude⁽²⁾.

Le coup d'État n'aura duré que 48 heures, le peuple chaviste s'étant très massivement mobilisé (pacifiquement) pour un retour au pouvoir du président - ce qui rappelle que les médias privés « tout-puissants »,

à l'initiative du coup d'État raté, ne sont pas toujours si « puissants ». Chávez, jusqu'à sa mort (en mars 2013), entreprendra un travail de fond sur la question du monopole médiatique. Comme pour le reste, ce sera à la population de créer ses propres médias, une information citoyenne. Une partie de la rente pétrolière servira au développement de médias publics solides (comme ViVe, fondée en 2003, chaîne de télévision publique à vocation culturelle, ou teleSUR, lancée en juillet 2005, qui couvre les cinq continents) et nombre de médias communautaires, de journaux, de radios, de webTVs - qui continuent à diffuser aujourd'hui -, seront ainsi aidés financièrement. Le développement des médias citoyens continuera avec Nicolás Maduro. Cependant, en 2017, les médias vénézuéliens restent encore très majoritairement privés. Sur 111 chaînes de télévision, 61 sont privées, 37 communautaires et seulement 13 sont publiques. Même domination du privé dans les journaux et à la radio. Et cela va sans dire, une majorité écrasante des médias privés vénézuéliens (Venevisión, Televen, Globovisión...) sont acquis à l'opposition. Ce que les agences de presse francophones (AFP, Belga...) omettent de mentionner lorsqu'elles puisent leurs sources dans ces mêmes médias... Quand ce ne sont pas des informations récoltées dans les médias conservateurs états-uniens (CNN, CBS, NBC, FOX news...).

Ainsi, il ne faudra pas s'étonner de voir une sur-représentativité de la droite vénézuélienne dans nos médias dominants - pour ne pas dire une absence quasi totale de point de vue contrastant (impensable d'appliquer ici l'idée de Bourdieu selon laquelle il faut parfois être « inégal » pour être égal ; c'est-à-dire rétablir le temps de parole) - et ne pas être surpris de voir le remplacement de l'analyse de la situation par l'analyse des faits (sordides, s'il le faut) - pratique de fond (du panier) dans laquelle les grands médias nord-américains se montrent avant-gardistes. Ainsi, les analyses superficielles de la situation politique vénézuélienne, diffusées du côté nord-américain de l'Atlantique, voyageront sous l'océan à (quasi) la vitesse de la lumière et pourront sans attendre être réchauffées ici. De la sorte, en Europe, dans le courant du mois d'avril et de mai 2017, on tirera en Une de certains journaux « sérieux » : « Plus de PQ au Venezuela ». Information, somme toute utile, qui incitera peut-être - puisqu'en temps de pénurie, on n'est jamais sûr de rien - au remplacement du papier toilette par le papier journal ? Nombre d'informations internationales étant calquées sur la vision états-unienne du monde, on préférera les lectures binaires et les explications rapides. En outre, l'unanimité des médias occidentaux expliquera la pauvreté du contenu des informations, ce que l'obligation du format court (dans le style du journal *Le Monde* : « La crise au Venezuela expliquée en 4 minutes ») viendra entériner, ne permettant en aucun cas de creuser le sujet ; ou comme le disait Noam Chomsky : « La concision limite le propos à des lieux communs ».

Les décennies passent, les pratiques médiatiques restent. En 1973, au Chili, les mêmes titres accrocheurs « Plus de papier toilette », « Plus de pain au

Chili » feront la une des journaux étrangers. D'ailleurs, les techniques de déstabilisation mises en place contre l'Union Populaire d'Allende sont fort comparables aux techniques utilisées aujourd'hui contre le Venezuela de Maduro : même sabotage de l'économie par le secteur privé, même discrédit international du gouvernement en place dans les grands médias, même revente des produits manquants dans les supermarchés sur le marché noir... Seule différence, pas (encore) de coup d'État militaire au Venezuela. Aujourd'hui, la voie de l'intervention « humanitaire » est privilégiée... Si les documents déclassifiés de la CIA attestant d'une aide financière directe au coup d'État de Pinochet sont bien connus, depuis, on favorise les intermédiaires... Quoi qu'il en soit, ce qui ne change pas, lorsqu'on souhaite déstabiliser un pays, c'est la volonté de Nixon : « *Make the economy scream!* ». Il faudra tourmenter quotidiennement la population, casser la base populaire, en vue d'un changement de régime, bien sûr « voulu par le peuple ». Ici aussi, la répétition fait recette, c'est toujours à l'usure qu'on nous a... Et puisqu'au Venezuela, 80% des biens de consommation (alimentation, médicaments, produits hygiéniques...) sont importés de l'étranger - Colombie, Mexique, États-Unis... Il y a de quoi faire. Question : supporteriez-vous devoir faire la file pendant 3 ou 4 heures pour un paquet de farine, du lait, du riz, de l'huile, alors que des tonnes de ces mêmes aliments pourrissent dans les hangars (cachés) des grandes entreprises de l'alimentation ? Sans parler de la revente de ces produits par ces mêmes entreprises sur les réseaux informels, à 10, 20, 30, 100 fois le prix.

Pourtant, nos grands médias ne voient pas le problème des pénuries du même œil. Pour certains, d'ailleurs, le secteur privé n'y est pour rien. On voit la société libérale avec les yeux compétitifs qu'elle nous a faits. Pas de guerre économique organisée donc... N'existe que la loi de l'offre et de la demande... et la gestion catastrophique de l'économie par les gouvernements (de gauche de préférence). Ces médias préféreront donc personnifier la « tragédie vénézuélienne » en la personne de Nicolas Maduro, responsable devant l'éternel de la colère du peuple affamé. Loin de vouloir défendre corps et âme les décisions politiques prises par l'ancien syndicaliste devenu président (et son gouvernement), c'est une nouvelle fois l'absence de contexte - voire la décontextualisation - qui s'impose. Alfred-Maurice de Zayas, expert indépendant de l'ONU, écrit dans un rapport du 30 août 2018 sur la situation vénézuélienne : « *La situation est due à la guerre économique et au blocus financier des [États-Unis et de l'Europe] contre le gouvernement* ». En effet, pas de guerre économique sans blocus financier. Les avoirs du gouvernement vénézuélien sont gelés dans les banques nord-américaines et les entreprises européennes ne commercent plus avec le Venezuela... Peut-être avez-vous entendu parler de l'extra-territorialité des lois états-uniennes ? Pourtant, dans les « grands médias », essayer de comprendre les causes de la crise (le sabotage de l'économie par le secteur privé) sort du cadre interprétatif autorisé... Seuls les communi-



Illustration : Léonie Koelsch

cants officiels, appelés « experts », peuvent s'y risquer. Et ces soi-disant « experts » étant souvent les moins critiques des fondements du système, en matière de crise économique, c'est à nouveau la répétition qui gagne, ce qui se dit le plus revient à être ce qui est vrai, ou : *La Libre Belgique* (via l'AFP), le 21 août 2018, « les analystes et économistes jugent "surréaliste" le programme du gouvernement vénézuélien » ; ou, comme l'écrivait le vice-président américain Mike Pence (en faveur d'un « isolement économique » du Venezuela), « les nouvelles mesures économiques ne vont faire que rendre plus difficile la vie de tous les Vénézuéliens », demandant de surcroît à Maduro de laisser entrer l'aide multinationale...

Après la mort de Chávez, la droite vénézuélienne tentera par vagues périodiques d'en finir de manière violente avec le chavisme. Réélu le 20 mai 2018, le président Maduro fait face, depuis ses premiers jours à la tête du pays, à une opposition et à une « communauté internationale » unies et qui lui sont foncièrement hostiles. Bien que la Fondation Carter (fondée en 1982, par l'ancien président nord-américain Jimmy Carter), dont la mission déclarée est « l'observation des élections partout dans le monde », juge le système électoral vénézuélien comme « l'un des plus sûrs au monde », ou que la CEELA (Conseil d'Experts Électorales Latino-Américains), composé de 50 observateurs (20 ex-présidents, vice-présidents et magistrats de divers pays) ait déclaré le processus électoral du 20 mai dernier « harmonieux » et « reflétant la volonté du peuple », les médias européens dénonceront une victoire « illégitime et entachée de fraudes »... *La Libre Belgique*, encore, dans un article du 22 mai : « International : Le Venezuela reprend 6 ans de chavisme. Après avoir muselé la plupart de ses opposants, le président socialiste Nicolás Maduro est réélu avec 67% des suffrages. Ses deux principaux concurrents crient à la fraude. [...] Le successeur de Hugo Chávez a été réélu jusqu'en 2025, lors d'un scrutin critiqué par la communauté internationale (États-Unis, Union européenne, Organisation des États américains) pour son absence de garanties démocratiques ». Ou comme en atteste le bouillonnant éditorial du *Monde*, du 22 mai : « Depuis la chute des grands totalitarismes du XX^e siècle, les dictatures du XXI^e siècle aiment se parer des atours du passage par les urnes. Qu'ils soient fascistes, populistes, islamistes, post-communistes, néo-révolutionnaires ou simplement autocratiques, rares sont désormais les régimes politiques - monarchies ab-

solues mises à part - qui ne tentent de s'offrir une façade démocratique. Réélu dimanche 20 mai à la présidence du Venezuela à la faveur d'une "élection" qui n'en a que l'apparence, Nicolás Maduro a ainsi beau jeu de se féliciter que son mouvement politique, le chavisme, ait remporté 22 des 24 scrutins organisés depuis la prise de pouvoir du fondateur de la "révolution bolivarienne", Hugo Chavez, en 1999 »...

Au Venezuela, il y aura eu, durant ces 20 dernières années, 25 scrutins... C'est un record mondial. Certes, mal réélu (30% de la population totale), mais réélu tout de même, le résultat de l'élection de Maduro appelle à comparaison. En France, un an plus tôt, lors des dernières élections présidentielles, 83% des français inscrits n'auraient pas voté pour Emmanuel Macron au premier tour⁽³⁾. Ce qui relativise le score de 65,1% du deuxième tour, si l'on prend en compte l'abstention record et le pourcentage des votes blancs et chiffrerait la victoire de Macron aux alentours d'une trentaine de % de la population totale... Reconnaissons ici que nombre de contre-études nébuleuses existent sur le sujet, certaines bien sûr plus sérieuses que d'autres et que des chiffres officiels - et sûrs - manquent... Néanmoins, libre à chacun d'en conclure sur la légitimité du système électoral français... Pourtant, Macron le désinvolte, au lendemain des élections présidentielles vénézuéliennes, contestera la réélection, comme par automatisme, estimant qu'il n'y a pas de « scrutin juste et libre ». Plus tôt, en 2017, le président français avait dit du gouvernement vénézuélien : « Une dictature tente de se survivre au prix d'une détresse humanitaire sans précédent, de radicalisations idéologiques inquiétantes, alors même que les ressources de ce pays restent considérables ». Ici, la question de l'opposition entre démocratie représentative et démocratie participative est posée : démocratie formelle ou démocratie réelle ? La question pourrait-elle devenir gênante aux oreilles de nos dirigeants si elle en venait à trouver un large écho ?

D'autant que la figure de Nicolás Maduro est un formidable élément de politique intérieure (ou épouvantail) en Europe, et plus particulièrement en France, pour empêcher l'accès au pouvoir d'une éventuelle gauche « castro-communiste ». « Le régime de Maduro est une dictature »⁽⁴⁾, c'est dit, répété, avéré et incontestable. La diabolisation des leaders de gauche latino-américains (Chávez et Castro en tête) est utilisée depuis longtemps pour affaiblir et décrédibiliser

les partis politiques aux volontés socialistes, voire - excusez-moi du terme - communistes. Et en matière de conservation du statu-quo, nos grands médias savent y faire. Pas de place pour les contestations étudiante et ouvrière, les actionnaires n'aiment pas ça. D'ailleurs, pas de place pour les révoltes populaires en général, la « lutte des classes », c'est du passé, le monde a changé et le concept est périmé. On parlera plutôt de la pluie et du beau temps, de l'innovation innovante, des amours du président. D'une certaine manière, cela fait penser à la diffusion de *telenovelas* sur les principales chaînes de télévision (privées) au Venezuela, le matin du 11 avril 2002, durant le coup d'État. Une chance pour les fans de ces feuilletons qui ne manqueraient un épisode pour rien au monde...

En Belgique, quel(s) intérêt(s) la famille Le Hodey (*La Libre Belgique*), la famille Hurbain (*Le Soir*), la famille De Nolf (*Le Vif/L'Express*), la famille Baert (*Metro*)... auraient-elles, en tant que grands propriétaires et grands gagnants du système néolibéral capitaliste dans lequel nous vivons, à médiatiser ceux qui contestent, contredisent leur modèle ? En France, pourquoi médiatiser l'idée (pourtant équivoque) d'un « socialisme du XXI^{ème} siècle » (comme l'appelaient Chávez) alors que les fortunes respectives de Xavier Niel (*Le Monde*), de Patrick Drahi (*Libération*), de la famille Dassault (*Le Figaro*), de la famille Bouygues (*TF1*), pour ne citer que les plus gros, reposent sur un modèle aux antipodes du partage ? D'apparence neutre, l'information « pragmatique » des grands médias cache des intérêts bien réels. Se targuant d'objectivité, présenté comme la plus grande des vertus journalistiques, le point de vue soi-disant dépolitisé est en réalité le point de vue des chefs d'entreprises (et des actionnaires) qui possèdent ces médias. Le bilan médiatique de Serge Halimi (l'actuel rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*) dans son livre datant de 2005 *Les nouveaux chiens de garde*, est on ne peut plus clair : « Des médias de plus en plus concentrés, des journalistes de plus en plus dociles, une information de plus en plus médiocre. Longtemps, le désir de transformation sociale continuera de buter sur cet obstacle ».

Quoi que l'on pense du gouvernement vénézuélien, ou de Nicolás Maduro, les informations (ou désinformations) déversées ici sur la situation politique au Venezuela - accentuant la souffrance de la population - sont bien trop souvent partisanes et superficielles. Pour ceux, ne doutant pas déjà, qui commenceraient à hésiter, le travail de « recontextualisation » sera long et parfois hasardeux, la *doxa* étant robuste. En 2017, l'Union européenne a remis le Prix Sakharov (ou 50.000€) à l'« opposition démocratique vénézuélienne », c'est-à-dire à « l'Assemblée nationale destituée et aux prisonniers politiques » - autrement dit, la droite vénézuélienne -, pour son combat pour la « démocratie contre la dictature ». Les violences commises par l'opposition (dans ce cas précis) auront été jugées démocratiques... Aussi, le photographe de l'AFP, Ronaldo Schemidt, remporte le prestigieux prix de la photo de l'année 2018 lors des World Press Photo à Amsterdam. Il a pris son cliché lors des *guarimbas* d'avril-mai 2017 à Caracas. La photo du manifestant anti-Maduro de 28 ans, Victor Salazar, en feu à cause d'un retour de flamme, après avoir fait exploser le réservoir d'essence d'une des motos de la Garde Nationale Bolivarienne, a provoqué selon les membres du jury « une émotion instantanée ». Pas de commentaire, par contre, sur l'acte insurrectionnel en lui-même...

Thomas Michel, Coréalisateur du film Venezuela, en temps de guerre.

Cet article a également fait l'objet d'une publication sur le site de Zintv, www.zintv.org

(1) Principe actif du Paracétamol®, analgésique très vendu.

(2) Sur le coup d'État, voir le très bon documentaire *La révolution ne sera pas télévisée* (2003) des réalisatrices irlandaises Kim Bartley & Donnacha O'Briain.

(3) Source : article de Mediapart du 8 mai 2017, « 8 français sur 10 n'ont pas voté pour Macron ».

(4) Emmanuel Macron, lors d'un discours sur la politique étrangère de la France, le 29 août 2017.

RÉALITÉ DES SQUATS À BRUXELLES

Pour cet article j'ai voulu laisser la parole à des personnes impliquées, d'une manière ou d'une autre, dans l'occupation temporaire et le squat à Bruxelles. Faute de temps et ne connaissant pas tout ce qui se passe, loin de là, le présent tour d'horizon est bien évidemment partiel et partial. Néanmoins, je souhaitais témoigner de l'actuelle vivacité que j'observe ces derniers mois. Voyons comment, en 2018, la publicité joue sur la même corde sensible : site internet, photos sublimes de paysages du sud-est asiatique et cette phrase : « *C'est sans doute une envie d'évasion qui vous a conduit à nous. Notre engagement est de rendre accessibles des lieux retirés, de favoriser la rencontre avec les populations pour goûter l'authenticité (...) permettre de s'insérer dans la réalité humaine et géographique du pays sans la perturber* ». Une authenticité très encadrée réservée à une minorité favorisée : 10 jours pour 2.219€ sans le transport aérien...

À l'heure où le plus ancien squat (rapidement conventionné avec son propriétaire, la région wallonne) de Bruxelles, le 123 (rue royale), ferme ses portes après 11 ans d'occupation, tout reste à faire dans une ville comptant toujours des millions de m² inoccupés et une inflation continue du prix des loyers.

Dans ce contexte, divers collectifs cherchent toujours à habiter ces espaces vacants, avec ou sans l'accord préalable du propriétaire, en vue de signer, ou pas, une convention d'occupation temporaire. Le droit au logement, plus ou moins revendicatif, reste néanmoins au cœur des discussions. Cependant, force est de constater qu'au jeu de la course à la convention et « l'asblisation » des collectifs de « squatteurs » qui en découlent, ceux qui n'ont pas les codes de la classe dominante sont moins bien lotis. D'autant plus que la loi criminalisant l'occupation sans droit ni titre est une épée de Damoclès au-dessus de la tête de ceux s'attaquant à la sainte propriété privée.

Enfin, tout cela fera peut-être l'objet d'un article ultérieur écrit collectivement. Place aux témoignages.

LE FESTIVAL DU COUCOU PUISSANT

En octobre dernier, un festival particulier s'est déroulé durant une dizaine de jours à Bruxelles : un festival inter-occupations. Le terme désigne par là des lieux vides occupés par des collectifs. Il comprend tant des bâtiments qui ont des conventions d'occupation que ceux qui n'en ont pas. Initialement, ce festival inter-occupations s'inspire du festival des Ouvertures Utiles de Paris. Cet événement, organisé par l'Intersquat parisien depuis près de 10 ans, rassemble durant une quinzaine de jours un ensemble de squats, comprenant activités culturelles, artistiques ou encore moments de réflexions sur des thématiques sociétales.

À Bruxelles, le festival du Coucou Puissant s'est déroulé du 4 au 14 octobre. Il a rassemblé une dou-

zaine de lieux, avec pour objectif de créer du lien entre les groupes mais aussi de pouvoir dévoiler cet univers à un public extérieur. La ligne de conduite du festival était de pouvoir proposer tant des activités artistiques et culturelles (concert, sérigraphie, projection, artisanat, etc.) que politiques (débat et discussion, réunion en vue de préparer des actions dans la ville).

La création de ce festival revêt en toile de fond une signification importante. Le milieu des occupations bruxelloises est en effet pris en tenaille par ce qu'on peut nommer « la carotte et le bâton ». Un bâton qui se durcit d'année en année, qui a trait à une répression des occupations sans convention atteignant son point culminant avec la loi criminalisant le squat de novembre 2017. Une carotte toujours un peu plus tentante pour les occupations en quête de « légalisation » par conventions d'occupation. Face à ces « menaces », il importe que les différents lieux d'occupations attachés aux valeurs du squat (horizontalité dans le processus de décision, solidarité entre les habitants, ouverture sur le quartier, etc.) restent unis et ne se désagrègent pas pour laisser place uniquement à des lieux « hygiénisés », épurés de tout aspect militant, subversif et porteur de droit à la ville qui manque cruellement au sein de notre capitale.

Un des organisateurs

OUVERTURE FESTIVE AVEC LA VSP

La Voix des Sans Papiers Bruxelles (VSP Bruxelles) est un collectif composé d'une centaine de femmes, hommes et enfants en attente d'une hypothétique régularisation.

Ce collectif rencontre de grandes difficultés pour trouver un logement. Jusqu'à présent, en l'absence de tout revenu, leur seule solution est de chercher des bâtiments vides et de s'y installer, sans l'accord préalable du propriétaire. Une solution précaire qui les oblige à déménager tous les quelques mois.

Jusqu'en juillet 2017, l'entrée dans les bâtiments vides se faisait de nuit, afin d'installer discrètement un maximum d'affaires avant l'arrivée de la police. La présence de ces objets personnels démontrait que les membres du collectif avaient établi leur domicile dans le bien et empêchait les forces de police de procéder à une expulsion sans décision préalable du juge. Ce processus était toutefois aussi risqué que stressant.

En juillet 2017, le collectif change donc de stratégie : désormais, les déménagements dans les bâtiments vides se font en journée de manière festive, musicale et en présence de nombreux soutiens.

L'objectif est double : d'une part, rappeler que l'installation d'une centaine de sans abris dans un bâtiment vide et inoccupé depuis plusieurs années est une nouvelle réjouissante et que le droit à la propriété privée est contrebalancé par le droit au loge-

ment. D'autre part, faire en sorte que ces moments de déménagement soient des moments festifs et joyeux plutôt que risqués et stressants. En effet, la présence massive de soutiens rend pratiquement impossible une expulsion des lieux par la police.

Jusqu'à présent, ce concept « d'ouverture festive » a permis de déménager dans quatre bâtiments différents en pleine journée, sans expulsion des occupants par la police. Malheureusement toutefois, les occupations sont chaque fois de courte durée et il faut régulièrement partir à la recherche de nouveaux bâtiments. Affaire à suivre donc.

136 RUE ROYALE

L'expérience d'occupation du 136 rue Royale marque ce qu'on espère être un début pour le groupe d'habitants concernés, qui s'engagent dans une démarche d'occupation spontanée et libre. Au-delà de l'intérêt qu'on porte pour avoir soi-même un toit et le vivre ensemble, on revendique le droit au logement pour tous. Pour ce faire, on met en place des mesures de solidarité envers ceux qui se trouvent dans l'urgence, laissés à l'abandon, dans l'insécurité sociale.

Le bâtiment a été ouvert par un groupe en lien avec l'occupation du rue Royale 123, suivi par la première partie de futurs habitants qui y ont passé la nuit lors d'une *pyjama-party* avec projection d'un film d'animation japonais. Le lendemain à 10h30 au 3ème étage, le premier petit déjeuner lançait la réunion du matin, événement qui a successivement eu lieu chaque jour de l'occupation. Commencer la journée autour d'un café pour rendre plus informels les moments de prise de décision permettait aux habitants de se rassembler et aux nouveaux arrivés de se présenter au groupe.

Les habitants qui forment le groupe se sont donc retrouvés au compte-gouttes. Pour certains, arriver à l'occupation était une nécessité et non un choix. Le squat étant la dernière chance avant la rue. Pour d'autres, l'occupation reste en revanche un engagement social et politique, moyen d'action direct, une interface de rencontres et un apprentissage au contact de différentes réalités. Tout le monde a des histoires et des parcours différents.

Lorsqu'une nouvelle occupation ouvre ses portes, un des enjeux principaux c'est de rassembler tous les différents intérêts des habitants, les mettre sur la table et les calibrer tous ensemble pour pouvoir enfin donner du sens au vivre en collectivité. Un groupe mixte comme celui qui s'est formé au 136 va rencontrer plusieurs envies et volontés divergentes. Déjà, devons-nous nous organiser, nous donner une structure ? Quelle taille devrait prendre le groupe ? Quel niveau de mixité veut-on parmi nous ? Est-ce que notre but c'est d'héberger le plus de monde en urgence, vivre entre nous tout en étant inclusifs et solidaires, s'ouvrir au quartier ou donner des espaces pour des ateliers ?

Nadia Berg



Illustration: Nadia Berg

Les occupations peuvent transformer des lieux oubliés ou sans histoire, en lieux détournés, riches de vie, d'échanges et de partage, lieux d'innombrables possibilités. Cependant, il ne suffit pas d'ouvrir un bâtiment pour pouvoir faire vivre une occupation. Celle-ci n'étant pas juste un lieu physique, c'est le groupe qui y impulse l'esprit. Pour ce faire, il faut être prêt à engager le dialogue. Les valeurs et les thématiques à aborder sont souvent les éléments charnières à résoudre pour que les différents positionnements qu'on retrouve au sein du groupe puissent cohabiter. Entre choisir et se laisser porter, entre radicalité et négociation, entre inclusion et sélectivité, en faisant face à la dureté et la complexité de la réalité qui nous entoure.

On n'a pas encore un nom mais le sentiment d'affection envers tous les habitants se renforce de jour en jour. On va continuer à chercher un lieu assez propre pour y vivre ensemble, gens de la rue, anciennes paysannes, étudiantes, artistes, architectes, réfugiés politiques, sans papiers, géologues passionnés, ex-militants *queer*, fêtards musiciens, cuisiniers, vagabonds, activistes, décoratrices du vide... !

Une occupante de feu le 136

BRÈVE DU MILIEU DU SQUAT

On a commencé à squatter parce qu'on n'avait plus les moyens de payer un loyer pour avoir un chez soi. J'étais alors diplômé, sans emploi, sans aides sociales. J'ai rencontré d'autres jeunes comme moi dans les milieux politisés et on s'est mis à chercher des logements vides ensemble. On a trouvé assez vite, car ce n'est pas ce qui manque à Bruxelles. Après quelques recherches, on a appris que le lo-

gement qu'on squattait appartenait au CPAS, était géré par une Agence Immobilière Sociale (AIS) et était vide depuis près de 8 ans. À part la moquette arrachée et le chauffe-eau hors d'usage, le logement était relativement en bon état. Dès le départ, on a essayé de contacter l'AIS pour proposer un bail de rénovation.

Mais pour toute réponse, on a reçu un avis d'expulsion accompagné de la note de frais du huissier et d'une comparution en procédure d'urgence devant le tribunal de première instance, prétextant des travaux imminents. Ça nous laissait 3 jours pour déguerpir avec toutes nos affaires. L'AIS connaissait bien la procédure pour accélérer l'expulsion car nous n'étions pas les premiers squatteurs... ni les derniers ! À ce jour, cette maison est toujours vide et aucun travaux n'y ont été réalisés.

On a recommencé ailleurs. Au même moment, une envie de longue date voyait le jour : un centre social anarchiste avait pris racine dans les locaux d'une usine désaffectée à deux pas du Parlement Européen. Le lieu connut une effervescence sans précédent, rassemblant jour après jour une cinquantaine de personnes aux assemblées générales pour organiser une multitude d'activités autogérées (tables d'hôtes, ateliers artistiques, cours de sports, discussions politiques, journal etc.). Dans la mouvance, on avait aussi pu loger une trentaine de sans-papiers qui participèrent à l'énergie collective. Ça en disait long sur le manque d'espace politique de rencontre, de partage, de création et d'expression accessibles à Bruxelles. Mais les autorités mirent rapidement fin à la fête, malgré des négociations en bonne voie avec les propriétaires. Ceux-ci furent contraints de nous expulser, sous ordre de la Sûreté de l'État, car notre présence était intolérable à deux semaines de la venue de Barack Obama... Après 2 mois d'occupation et d'activités intenses, le centre social autogéré fut expulsé manu militari par la police à coup de violences et d'humiliation.

Quelques mois plus tard, le Parlement votait la loi anti-squat. Aujourd'hui, face à la criminalisation du squat, les expulsions successives, la violence de la répression et l'épuisement de chaque fois recommencer à zéro, nous avons cédé aux conventions légales, négociant avec propriétaires privés et institutions du pouvoir ; ceux-là même qui perpétuent ce monde qui entrave notre autonomie et nous humilie au quotidien. Si nous obtenons des sursis pour occuper des lieux à l'abandon, la joie est amère. En échange d'un peu de stabilité, nous devons faire des travaux dans une maison vétuste, sans eau chaude, ni chauffage...

Anonyme

Texas Vandervliet

LA LUTTE DES CLASSES ET SON AVENIR

« Les hommes de la classe riche se trouvent si bien de leur situation privilégiée que, lorsqu'il est question d'améliorer le sort des travailleurs, ils s'empressent, conscients de leur rôle de maître, de présenter des projets de toutes sortes pour l'organisation de la vie de leurs esclaves. »⁽¹⁾

Léon Tolstoï

« La contradiction majeure du système n'est pas, comme le pensait Marx, celle qui oppose la classe des propriétaires à celle des travailleurs, mais celle qui voit une volonté de puissance infinie rencontrer une réalité finie. »⁽²⁾

Christian Godin

« [...] pour maintenir l'idéal d'une société libérée de la domination et de l'exploitation (ou au moins lutter contre leurs formes actuelles), il faut se défaire des illusions de l'abondance et critiquer le développement industriel et la bureaucratiation qui va avec. »⁽³⁾

Aurélien Berlan

George Orwell y voyait « un problème infiniment complexe ». Le politique français de droite Alain Peyrefitte (1925-1999) disait d'elle que c'était « une idée du XX^e siècle ». Toujours sous la coupe de leur matérialisme historique, les marxistes, eux, continuent à s'y accrocher, y voyant la principale, voire la seule clé de lecture du monde contemporain qui vaille, encore et toujours. En 2018, qu'en est-il réellement de la « lutte des classes » ? Est-elle le moteur de l'Histoire ? L'idée est-elle toujours pleinement opératoire ? Fait-elle sens pour la masse des électeurs-consommateurs ? Représente-t-elle un espoir à court, moyen ou long terme ? N'est-elle pas noyée dans le parlementarisme et dévitalisée par lui⁽⁴⁾ ?

EN SOI ET POUR SOI

Pour commencer, reprenons cette distinction fondamentale, la classe « en soi » et la classe « pour soi ». La classe en soi signe l'appréhension d'un fait social total : la société est indéniablement divisée en strates selon le niveau de richesse (revenus et patrimoine). Sur ce plan-là, rien n'a changé depuis l'époque de Marx et Engels. Bien au contraire, les inégalités n'ont fait que se creuser, nul ne pourra raisonnablement le contester. Les choses se corsent quand on envisage la classe pour soi. Idéalement, chaque classe est censée avoir la pleine conscience d'elle-même, c'est-à-dire de sa place objective dans le procès de production et de ses intérêts propres⁽⁵⁾. Ainsi est-il dans l'intérêt de la bourgeoisie de maintenir l'exploitation du travail et la domination culturelle, comme il est dans l'intérêt des travailleurs d'au moins exiger une meilleure répartition des fruits du travail et, mieux encore, de dépasser le capitalisme pour qu'advienne une société sans classe, après une période de dictature du prolétariat. On en est loin et, de surcroît, définitivement, parions-le... Les dominés que nous sommes devraient être attentifs aux petites phrases des riches qui ne disent pas que des mensonges ou des bêtises (contrairement à ce que prétend la vulgate gauchiste). La remarque du milliardaire américain Warren Buffet, sur CNN en 2005, devrait même servir de détonateur pour revivifier la lutte : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ». On ne peut mieux dire. Depuis toujours, la bourgeoisie est donc une classe pour soi, comme le prolétariat le fut jadis⁽⁶⁾. Comme le disent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Char-

lot, il n'y a pas d'autre solution pour les dominés que de renouer au plus vite avec leur conscience de classe⁽⁷⁾, à condition de surmonter leur sérialité⁽⁸⁾. C'est là que le bât blesse. Car depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale a émergé dans les pays industrialisés la classe moyenne qui a brouillé les repères et les règles du jeu⁽⁹⁾. Entre les deux adversaires historiques, capitalistes et prolétaires, elle fait office de tampon. Éprise de confort, de distinction et de consommation ostentatoire, elle lutte pour sa reconnaissance aujourd'hui davantage par ses performances (économiques, professionnelles, artistiques, sportives, médiatiques et sexuelles sur Internet) que par sa position (Hartmut Rosa, 2010). Elle a transformé le « simple » individualisme hérité des Lumières en hyper-individualisme branché et postmoderne. La lutte des places est ouverte ! Ses membres ont la très mauvaise idée de « se comparer entre eux » et de « s'identifier aux riches » qu'ils espèrent devenir un jour, qui à force de travail, de talent, d'obstination et de jeux de cour, qui grâce au hasard de la loterie, voire les deux, mais certainement pas par héritage ! C'est pourquoi une partie des pauvres votent à droite⁽¹⁰⁾. « Quand je serai devenu riche, je n'aurai pas envie qu'on vienne m'emm... avec ces questions de redistribution, alors soyons prévoyants, cap sur le bleu, ou même le brun ». La situation est renversée, puisque jadis la bourgeoisie était méprisée pour son goût du luxe et sa vénération du Veau d'Or ; aujourd'hui, cette « termitière à classes moyennes » (Gilles Châtellet, 2010), ces « prolétaires avec de l'argent » (Alain Deneault, 2016), fantasmant sur l'éternité et l'inaltérabilité de leur modèle⁽¹¹⁾, n'ont plus qu'un désir, lui ressembler, même si quelques restes de mauvaise conscience les amènent de temps à autres, furtivement, à s'émouvoir du sort des « exclus » de tous genres. À la fin des années 1960, « [...] Herbert Marcuse défend[ait] l'idée que la classe ouvrière traditionnelle serait désormais "intégrée" au système capitaliste et que seules les "minorités actives" et la "jeune intelligentsia des classes moyennes" seraient capables d'une action politique radicale⁽¹²⁾ ». Marcuse fut un penseur estimable, mais reconnaissons la fausseté de son pronostic dans la seconde partie⁽¹³⁾...

QUELLES SOURCES D'ALIÉNATION ?

De nos jours, quels sont les obstacles, les sources d'aliénation⁽¹⁴⁾ qui empêchent une réémergence de la conscience de classe ? On pourrait répondre globalement « notre mode de vie », mais

prenons deux exemples. D'abord, notre rapport à la technique et particulièrement aux technologies numériques de l'information et de la communication (TIC). Bien qu'il n'ait pas eu le temps de connaître celles-ci, Cornélius Castoriadis, décédé en 1995, y aurait sûrement vu un instrument d'exploitation de classe particulièrement performant. Aussi aliénantes qu'uniformisantes, elles ont pour caractéristique de capter « diaboliquement » l'attention par leurs écrans, cette attention devenue ainsi la ressource la plus rare et donc la plus précieuse. Les militants en savent quelque chose quand ils essaient de faire passer leur petit message, en direct ou par des moyens médiatiques limités, dans l'océan d'informations et de notifications (l'infobésité). Là réside une des causes de leur impuissance. L'illusion de maîtriser le temps et l'espace, ainsi que la perception d'une « horizontalité égalitaire » finissent de convaincre que, tout compte fait, chacun peut au moins exister sur la Toile en s'exprimant. « Trump tweete et je tweete aussi ! ». Cette réification de l'autre, de tous les autres, par les TIC, empêche de percevoir la société divisée en classes car un avatar n'est pas un actionnaire, ni un salarié, ni quoi que ce soit d'autre, c'est d'abord un avatar égal à soi-même. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore, de la non-neutralité de la technique⁽¹⁵⁾.

Second exemple. La relative facilité de se déplacer, s'incarnant dans le tourisme de masse (et de classe), est une autre cause d'aveuglement de classe (et de masse). Quand des travailleurs, ou même des allocataires sociaux⁽¹⁶⁾, s'envolent vers des usines à touristes sous les tropiques, ils vont y éprouver un sentiment d'abondance (même si celui-ci n'est que relatif). Avec la massification touristique, coup double pour la bourgeoisie d'affaires qui remplit ses caisses en même temps qu'elle administre une dose d'analgésique aux salariés essorés par leur turbin. Rien de tel qu'un bon mini-trip pour évacuer son stress et son mal-être, en bouffant, buvant, dansant et baisant, pour ensuite retourner requinqué au bureau ! « Supportant mal les situations et les engagements de longue durée, le touriste surfe, zappe, naviguant au gré de ses envies géographiques et de sa quête d'expériences différentes. Son carburant psychique est l'insatisfaction. Il est mû par le désir vague de renouveler ses sensations grâce au mouvement dans l'espace qui doit apporter son lot d'étrange nouveauté, à la condition que celle-ci soit inoffensive et que son expérience soit dûment bordée de "coussins de sécurité et de voies de détresse balisées"⁽¹⁷⁾ ». Un individu qui se dit anticapitaliste, écologiste ou décroissant devrait donc prendre comme première mesure personnelle

LA LUTTE DES CLASSES ET SON AVENIR

Bernard Legros

symbolique (et climatique !) de jeter définitivement ses oripeaux de touriste⁽¹⁶⁾. Comme cette activité n'a rien d'un besoin naturel, il est donc possible de ne pas quitter « l'ordre des besoins nécessaires et suffisants pour accéder au superflu sans pouvoir accéder vraiment au confort et au luxe⁽¹⁹⁾ ». En reprenant un peu de hauteur théorique, voici encore ce qui fait obstacle à la classe pour soi : « Un processus d'objectivation de la vie sociale et subjective » (Marc Weinstein, 2015) ; « Les contraintes et les promesses de l'accélération et de la croissance inhérente à l'économie capitaliste » (Hartmut Rosa, 2010) ; une homogénéisation des modes de vie qui n'empêche pas la reconduction des niveaux de classe, ainsi qu'un privilège particulier qui se proclame universel et normatif pour justifier la consommation parasitaire (Michel Clouscard, 1973).

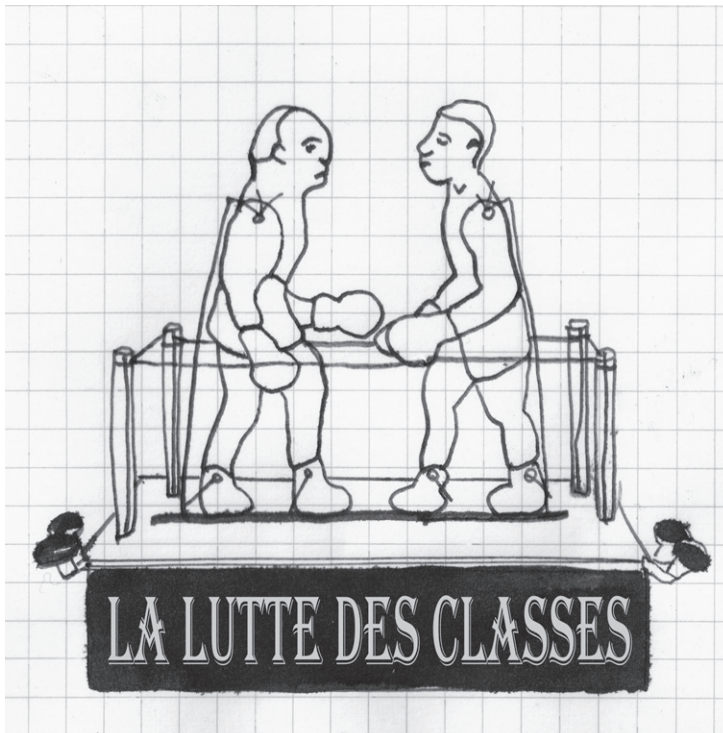


Illustration : Priscilla Beccaria

n'est jamais que le pouvoir de faire travailler (durement) d'autres salariés pour son propre plaisir fugace. Si certains de ses membres plus ouverts que d'autres le font volontiers lors de débats avec des écologistes, des décroissants et des altermondialistes, l'appareil s'abstient de soulever le problème officiellement. Quant aux riches, ne soyons pas naïfs, ils *veulent* entretenir et approfondir l'aliénation des masses. Pour eux, nous ne serons jamais assez aliénés ! Dans les années 1990, des oligarques, parmi lesquels Zbigniew Brzezinski, avaient même inventé le concept de *tittytainment* : fournir à la plèbe un mélange de jeux, de divertissements et d'alimentation suffisante pour qu'elle ne pense pas à se révolter. N'écoutez plus des marxistes qui prétendent que la réappropriation des moyens de production apporterait à elle seule la solution. Cessons de justifier, aux yeux des autres et aux nôtres, notre hyper-individualisme, ce ferment subjectif du capitalisme technologique et financier. « [Et] depuis quatre décennies maintenant, la référence constante à la défense et à la promotion

MESURES D'URGENCE CONTRE L'ALIÉNATION

Le rétablissement d'une conscience de classe résultera d'un travail culturel que les détenteurs du pouvoir feront tout pour entraver. Ainsi, les politiques *pourraient* supprimer la publicité dans l'espace public, mais ne le font pas, sauf exception⁽²⁰⁾.

Dans l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ils *pourraient* instaurer un cours de philosophie à l'école obligatoire, mais ne le font toujours pas, malgré les appels répétés d'acteurs associatifs depuis une quinzaine d'années⁽²¹⁾, parce qu'un tel cours serait potentiellement subversif. De leur côté, les syndicats *pourraient* entamer un travail idéologique pour questionner quelques-unes de leurs marottes, comme la défense du pouvoir d'achat qui

de la liberté individuelle, réputée être désormais expérimentable dans toutes les nouvelles sphères ouvertes par toutes les révolutions technologiques successives, est en fait un voile jeté sur les formes contemporaines de la domination et de l'aliénation⁽²²⁾ ». Enfin, réapproprions-nous le temps en consacrant moins au travail salarié.

Bernard Legros

(1) Léon Tolstoï, *L'esclavage moderne* [1901], Le pas de côté, 2012, p. 97.

(2) Christian Godin, *La haine de la nature*, Champ Vallon, 2012, p. 112.

(3) Entropia, « L'Histoire désorientée », n° 15, Parangon, automne 2013, p. 61.

(4) Comme l'avait déjà signalé Rudolf Rocker (1873-1958) dans *Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme* (Aden, 2011).

(5) À moins qu'idéalement il n'existe justement plus de classes, rétorqueraient certains !

(6) Dans les années 1930, Orwell remarquait déjà que « la classe ouvrière anglaise a[va]it versé dans la servilité à une vitesse assez effrayante », in *Le quai de Wigan*, Ivrea, 1995, p. 142.

(7) Ce couple de sociologues devenu célèbre arrive à cette conclusion après avoir étudié les pratiques sociales des riches, empreintes de solidarité et même d'une forme de « communisme » interne, tandis que la compétition interindividuelle rongé les classes moyennes. Cf. *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2007.

(8) « La sérialité est ce qui disperse la collectivité en un agrégat d'individus discrets qui ne se rapportent plus les uns aux autres que sur la base d'identités creuses ou narcissiques » (in Jonathan Crary, 24/7. *Le capitalisme à l'assaut du sommeil*, Zones, 2014, p. 128).

(9) Pour une analyse aussi fine que percutante des classes moyennes, cf. Alain Accardo, *Le petit bourgeois gentilhomme. Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Agone, 2009. L'auteur utilise aussi le terme de « petite bourgeoisie ».

(10) Cf. Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Agone, 2013.

(11) Visible par exemple dans cet appel au retour des Trente Glorieuses ou dans l'optimisme irréaliste.

(12) Daniel Zamora (dir.), Critiquer Foucault. *Les années 1980 et la tentation néolibérale*, Aden, 2014, p. 89.

(13) Sauf si l'on considère les luttes de l'« intersectionnalité » (LGBTQI+) comme des actions politiques radicales.

(14) Au risque de chagriner ou de courroucer les épigones de Deleuze, Rancière, Ehrenberg et cie, le concept d'aliénation est plus idoine que jamais. Reprenons-en la définition de Dwight McDonald : « Le fait que l'être humain est rendu étranger à sa propre nature par des forces sociales qu'il a lui-même libérées » (in *Le socialisme sans le progrès. The root is man*, La lenteur, 2011, p. 151). Je suis néanmoins conscient qu'une désaliénation intégrale est une chimère ; mais on peut quand même régresser dans les stades de l'aliénation, une régression qui représente ici paradoxalement un progrès !

(15) « La technique est neutre, tout dépend de ce que l'on en fait » est l'un des pires poncifs, rétif à l'argumentation. Cf. note de lecture sur l'ouvrage de Christian Godin *Les lieux communs d'aujourd'hui*.

(16) Que le lecteur se garde de voir ici un quelconque propos « classiste ». Je serais favorable à l'interdiction des vols touristiques et des croisières pour tout le monde.

(17) Rodolphe Christin & Philippe Bourdeau, *Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?*, Le Croquant, 2011, p. 17.

(18) Ce qui n'empêche pas de continuer à se déplacer, mais moins loin, moins vite et moins souvent. Ainsi ai-je renoncé à prendre l'avion depuis 2004.

(19) Michel Clouscard, *Néo-fascisme et idéologie du désir. Les tartuffes de la révolution*, Denoël, 1973, p. 37.

(20) Même si on peut le classer dans les « écotartuffes », le maire EELV de Grenoble, Eric Piolle, a pris cette bonne décision. Cf. Didier Moineau, *Dérives dans une « ville créative »*, CMDE, 2018.

(21) Cf. *La philosophie à l'école*, Luc Pire, 2001.

(22) Daniel Dagenais (dir.), *La liberté à l'épreuve de l'histoire. La critique du libéralisme chez Michel Freitag*, Liber, 2017, p. 107.

TIRONS SUR L'AMBULANCE

Jean-Pierre L. Collignon

« C'EST UN SCANDÂLE ! »
(GEORGES MARCHAIS)

D onc, nous nous sommes rendus dans les bureaux de vote, ici, là et ailleurs ; nous avons déposé nos bulletins dans l'urne : l'un pour élire nos conseillers communaux, l'autre, nos représentants à la Province, usant ainsi de notre droit et du relatif privilège de pouvoir choisir, parmi celles et ceux qui se présentaient à nos suffrages, les figures les mieux à même de rencontrer nos aspirations personnelles et collectives. Le moins que l'on puisse dire est que le résultat de ce scrutin a surpris les observa-

teurs patentés autant que les électeurs pour lesquels le vote, fût-il obligatoire, n'en est pas moins une chose sérieuse et qui présente, aussi, l'opportunité de voir, peut-être, les choses prendre d'autres tournures que celles que l'on était contraint de subir jusqu'alors.

On l'a vu, les partis traditionnels – le parti socialiste, le mouvement réformateur et les sociaux chrétiens – ont tous, dans des proportions variables selon les endroits, perdu quelques plumes dans l'aventure alors que, de leur côté, les écologistes,

le PTB et d'autres listes, plus ou moins marquées à gauche et plus modestes quant à leurs sympathisants et électeurs potentiels, se sont signalées par des succès parfois spectaculaires, dans les grandes agglomérations urbaines principalement. De là, on l'a vu aussi, des voix se sont fait entendre pour en appeler à des alliances locales en vue de renverser celles en place depuis 6 ans et qui, par de nombreux côtés, n'avaient pas répondu aux attentes des citoyens-électeurs. En pointe dans ces espoirs et ces vœux, quelques leaders syndicaux de la FGTB – la CSC étant restée bien à l'abri de

→ 22

TIRONS SUR L'AMBULANCE

Jean-Pierre L. Collignon

tout excès postélectoral – ,des leaders Écolos et d'autres encore. Tous en ont appelé à des majorités de gauche, partout où cela était possible ; et les opportunités ne manquaient pas. Et puis, ici et là, on a négocié dès le lendemain d'un vote que d'aucuns qualifiaient d'historique ; et on a vu. Des Écolos faisant alliance avec le MR, des socialistes reconduisant les mêmes majorités, des cdH pareillement ; la « *grande vague de gauche* » devenant un frisson sur l'eau saumâtre de la politique à la petite semaine.

Les choses sont pourtant limpides : ce qu'un nombre important d'électeurs a exprimé c'est, avant tout et surtout, le rejet de la politique menée au fédéral par le MR et associés et commanditaires de la N-VA. Une politique scandaleusement au service des moyens et gros nantis, lesquels, on ne le sait que trop, échappent gaillardement à l'impôt pendant que les retraités, les salariés et autres « *assistés* » continuent à fournir aux caisses de l'État

l'essentiel de ses ressources ; qui vont-être, nul ne l'ignore, largement utilisées pour remplacer et renforcer l'arsenal de nos forces armées de l'air et de terre entraînant une dette que deux générations à peine, suffiront à éteindre. Que la sanction infligée aux néo-libéraux ne se soit pas révélée plus nette encore reste inexplicable. Autant que celle qui a frappé le vieux parti socialiste, d'une ampleur équivalente, tant le parti à la rose – de plus en plus fanée – a mené de longue date une politique fédérale ne se démarquant que trop peu de celle du MR. On aura eu l'occasion de sourire et ricaner ici, en région liégeoise, de la campagne menée par le PS qui, de slogans en promesses, faisait la part belle aux plus beaux jours de l'ancien POB au point que, si elle s'était avérée fondée ailleurs que dans la pure illusion, elle promettait rien moins que la Révolution en tous les domaines possibles et imaginables. Comme de bien entendu, et pour reprendre la célèbre formule de Charles Pasqua ou Jacques Chirac, « *Les*

promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Et encore, nombreux sont celles et ceux qui, sympathisants et électeurs du PS, bercés encore par ces belles envolées, auront assisté à la ridicule et stupéfiante voire même crapuleuse campagne de l'après scrutin qui visait de manière ignominieuse à discréditer le mouvement de Raoul Hedebouw. Cela parce que le PTB se refuse à entrer dans des majorités qui ne feraient que poursuivre les objectifs de celles-ci alors qu'à l'évidence ils ont été sanctionnés par une large part de l'électorat. Certes, la riposte, souvent drôle et pertinente, ne s'est pas fait attendre mais la manœuvre aura alimenté la non moins stupide tentative de diabolisation menée par les bleus, qui visait à semer la panique dans les têtes les plus fragiles en présentant le PTB sous le visage des « *méchants-communistes-qui-ont-commis-des-crimes-épouvantables-ne-l'oublions-jamais* » et continuez à nous faire confiance, braves gens, nous allons poursuivre notre politique pour l'emploi (« *jobs, jobs, jobs* »), la cohésion, la justice sociale et la lutte contre la pauvreté à notre manière, dixit Charles Michel et autres membres de la confrérie des menteurs et raconteurs d'histoires qui ne font plus rire personne.

Résumons-nous : le changement, ce n'est pas pour aujourd'hui et ce ne sera pas pour demain non plus. Les vieilles organisations politiques, partout, en sont encore à la gestion de l'immédiat. Nulle part ne perce la conscience de ce que notre temps est compté, que la Nature et tout ce qu'elle englobe – nous, humains, toutes les espèces végétales et animales, des insectes aux poissons, des oiseaux aux mammifères terrestres et marins – est dans un péril proprement inimaginable, cette civilisation mercantile, le projet fou de s'approprier tout ce qui existe pour notre seul et navrant profit, tout cela va s'effondrer dans des soubresauts qui ne pourront être que monstrueux. Nous avons voté en vain, nous allons le payer. Et cher...

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration: Olivier Spinevine

BRÈVE

SASSARI TRAQUE LES SMOMBIES

Sassari, 130.000 habitants, est la seconde ville de Sardaigne. Elle a lancé une campagne qui cible une espèce en voie de multiplication dans les rues : des individus qui déambulent dans les rues des villes, le dos courbé, les mains en avant et le regard perdu sur un petit objet rectangulaire. Rien ne semble pouvoir tirer ces zombies d'un genre nouveau de leur torpeur, même pas les imprécations des automobilistes qui les voient surgir en travers de la route sans faire la moindre attention. Vous avez deviné : il s'agit des accros aux smartphones que rien ne distrait de la vidéo passionnante qu'ils visionnent au mépris de toute prudence.

Les autorités de Sassari ont réagi face à ces suicidaires inconscients, surnommés *smombies*, col-

lage des termes *smartphone* et *zombie*. Elles ont donc décidé d'infliger une *amende* de 22€ aux piétons qui traversent la rue les yeux rivés sur leur mobile. Cela n'a, semble-t-il, pas dissuadé ces « drogués du mobile » puisqu'au cours des 9 derniers mois, les policiers sardes ont dressé une centaine de contraventions aux piétons et 350 aux automobilistes utilisant leur téléphone au volant. Sassari est ainsi l'une des premières villes d'Europe à appliquer des sanctions (plutôt symbolique : 22€ ce n'est pas trop cher payer) alors qu'en Allemagne et aux Pays-Bas on en est resté à des campagnes de prévention.

Les autorités précisent qu'elles ne mènent pas une guerre contre les smartphones mais un combat pour la sécurité et il est vrai que les contrevenants reconnaissent volontiers la dangerosité de leur comportement et paient l'amende sans trop rechigner mais en se plaignant... qu'une application ne leur permette pas de le faire via leur smartphone. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, la majori-

té des punis ne sont pas des adolescents mais des adultes entre 35 et 55 ans.

Les *smombies* devenant de plus en plus nombreux, ne peut-on espérer que nos législateurs prennent exemple sur l'excellente initiative de Sassari et introduisent une telle disposition dans le code de la route ?

A.A.



Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas un livre mais une publication hebdomadaire que nous allons recenser. Le CRISP (Centre de recherches et d'information socio-politiques) produit chaque semaine une analyse de qualité, le plus souvent orientée vers les réalités politiques, économiques et sociales belges. Cet été, un *Courrier* hebdomadaire écrit par Julien Dohet abordait le thème du mouvement coopératif. Comme l'indique le titre, cette analyse abordait non seulement l'histoire, notamment en Belgique, des coopératives mais interrogeait la pertinence du modèle et ce que peut laisser espérer son actuel renouveau.

On cite souvent le point de départ, La Société des équitables pionniers de Rochedal, née en Angleterre en 1844, liée au socialisme utopique, mais on ignore que la Belgique fut un creuset actif dans lequel s'épanouirent de multiples initiatives. Que ce soit la coopérative Vooruit à Gand, Les Artisans Réunis à Jemeppe-sur-Meuse ou La Prévoyance à Verviers, on a du mal à imaginer les centaines de magasins, les dizaines de milliers de coopérateurs qui, en cette seconde moitié du XIX^e siècle, ont créé une société parallèle au capitalisme dominant. À côté du commerce pour la survie, les Maisons du Peuple étaient des milieux de culture et de socialisation qui ont aidé le monde ouvrier à s'extraire de la misère. Des noms de coopérateurs comme J. Destrée, E. Anseele, L. De Brouckère ou E. Vandervelde ne laissent aucun doute : c'est là qu'est né le POB, ancêtre des actuels PS et Sp.A.

Julien Dohet décrit aussi comment, dans la seconde moitié du XX^e siècle, les pourtant puissantes coopératives, socialistes ou chrétiennes, séduites par la domination néo-libérale, « ont peu ou prou perdu l'esprit originel du mouvement coopératif ». Instruites des raisons de cet échec historique, les nouvelles initiatives coopératives, d'économie sociale ou de transition de ce début XXI^e siècle, notamment soutenues par la SAW-B, ont tout intérêt à lire un ouvrage comme celui ici résumé. En effet, laissons le dernier mot à une citation reprise par Julien Dohet : « *L'économie [sociale] et solidaire n'est pas un modèle alternatif de société mais la possibilité d'un autre modèle de vie (...), une manière de renouveler par la pratique un imaginaire utopique post-capitaliste* ».

Julien Dohet, « Le mouvement coopératif : histoire, questions et renouveau », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2370-2371, 2018, 56 pages.

A.A.



Pierre Fontaine, psychanalyste, se concentre sur le personnage quasi mythique d'Emmanuel Macron : quasi mythique, puisqu'il n'a pas (encore ?) connu tous les épisodes du héros auquel l'auteur lui prête des similitudes : Œdipe. O... quoi ? Petit rappel. Œdipe, fils de Laïos et de Jocaste, père d'Ismène,

Polynice, Étéocle et Antigone, avec... Jocaste. Œdipe, insupportable Monsieur Je-sais-tout-et-je-n'ai-pas-de-filtre-pour-parler ; Œdipe qui se crève les yeux, une fois le scandale découvert, le mystère dégonflé, et qui va crever quasi seul ; Œdipe, toujours, dont Freud a utilisé le nom pour désigner un complexe. *Tu tueras ton père, tu épouseras ta mère*. Ces paroles résonnent peut-être dans l'esprit de « Manu » : il a méthodiquement tué son père en politique, symboliquement assassiné ses prédécesseurs, explicitement brouillé les repères, sans honte bouffé à tous les râteliers idéologiques. Fontaine veut nous montrer que le « Méprisant de la République » incarne les caractéristiques de l'*hubris* dans un personnage de mythe. Or, il le fait à la fois trop et trop peu : certes, il montre en quoi Macron, s'il ne se prémunit pas des dangers réservés aux personnages extraordinaires, se destine à une issue funeste. Son livre explore avec force les ressemblances – textes à l'appui – entre le héros thébain et le natif d'Amiens. Mais Macron est en marche vers son destin, mélangeant toutes les inspirations, de Ricœur à Rothschild, et on aurait aimé que l'auteur mélange les héros et les mythologies auxquels

peut recourir toute personnalité providentielle et par là extra-ordinaire – digne représentante de l'*hubris*, l'excès dont tous les héros portent la marque.

Pierre Fontaine, *En quoi Macron est-il un mythe ? L'ambiguïté d'une posture souveraine, Libre et solidaire*, 2018, 141 pages.
David Tong.



Professeur de philosophie en lycée, Renaud Garcia établit les conditions de possibilité d'une vie sensible que le mode d'existence capitaliste-industriel détruit continuellement, entre autres par ses « dispositifs de captation digitale ». L'individu contemporain agit en « être réifié », c'est-à-dire qu'il adopte

« une attitude passive, désintéressée et neutre à l'égard du monde social (mais aussi bien de la nature et de soi-même) » (p. 140), et plus globalement qu'il nie son corps vivant au profit d'une « synthèse entre cerveau modulaire et interface numérique ». Le phénomène avait déjà été identifié par Marx sous le nom de fétichisme de la marchandise, auquel il faut aussi adjoindre les deux maux touchant le travail abstrait (*i. e.* le salariat) : l'exploitation et l'aliénation. Éviter les mégapoles, qui participent à « l'aplatissement du monde », revaloriser la dimension vernaculaire et artistique, rechercher le goût et les saveurs culinaires, renoncer aux promesses de la santé intégrale et protéger son droit au sommeil et au rêve, tout cela permettrait de refaire l'expérience du monde, comme Jean Giono – cité abondamment – l'avait pressenti. Garcia suggère d'équilibrer critique sociale et critique culturelle, faisant appel pour cette dernière à l'héritage du socialiste pré-marxiste William Morris, de Michel Henry, de Christopher Lasch. L'abstraction influe sur les subjectivités individuelles ; l'homme cybernétique désincarné et nihiliste est en route vers le transhumanisme. Une idée à retenir en priorité ? Rouvrir la possibilité d'un monde stable dans une civilisation qui glorifie la vitesse et le changement sans tenir compte des limites.

Renaud Garcia, *Le sens des limites. Contre l'abstraction capitaliste, L'Echappée*, 2018, 317 pages.

B.L.



En 1966, Jacques Ellul écrivait une *Exégèse des nouveaux lieux communs*. Cinquante-deux ans plus tard, Christian Godin reprend la tâche en rassemblant 154 lieux communs, certains nouveaux, d'autres inusables. Un lieu commun n'est pas nécessairement faux au départ, mais à force d'être ressassé il

perd de son élan critique ou explicatif pour devenir un moyen d'expression commode pour les esprits paresseux. Cet essai est aussi prétexte à exposer les valeurs morales de son auteur. Défenseur de la spiritualité dans un monde « désenchanté », Godin n'en appelle pas moins au strict respect de la laïcité, notamment envers l'intégrisme islamique. Nous ne le suivrons pas obligatoirement dans son refus (argumenté) de l'euthanasie et dans sa méfiance vis-à-vis de l'avortement, mais bien dans sa critique du déferlement technique : « *Il existe de fait une dimension totalitaire dans les technologies modernes, qu'il est non seulement permis, mais nécessaire de juger négativement* » (p. 296). Les adeptes du terrible lieu commun « *la technique est neutre, tout dépend de l'usage qu'on en fait* » en seront pour leurs frais. Nous apprendrons encore que l'Amérique n'est pas puritaine, que le bien et le mal ne sont pas relatifs, que le corps n'est pas la propriété absolue de l'individu, que la guerre a pu résoudre certains problèmes (comme le nazisme), que le développement durable et la croissance sont des billevesées, que les goûts et les couleurs se discutent, que le sens de l'hospitalité n'est pas le signe d'une société plus désirable, que l'« intégrisme laïc » n'existe pas, que le judéo-christianisme ne caractérise pas à lui seul la civilisation occidentale, que la prostitution n'est pas le plus vieux métier du monde, que le réalisme doit être réhabilité, que le non-respect

trionphe, que la « *Société du spectacle* » de Debord, c'est « *mal vu, mal pensé* », etc. Passionnant.

Christian Godin, *Les lieux communs d'aujourd'hui*, Champ Vallon, 2018, 328 pages.

B.L.



Si le « développement durable » (DD), désormais trentenaire, n'est pas encore mort, il n'a pas bonne mine, aux dires de trois de ses partisans qui le désignent par son antithèse. On l'a espéré durable, il ne l'est visiblement pas car toutes les courbes ont explosé, ce que prouvent statistiques et tableaux inclus. Dans le premier

chapitre, Bourdeau revient sur la notion d'anthropocène. Dans le second, Zaccai se demande comment appréhender le changement climatique, défendant au passage, à juste titre, les travaux du Giec, fustigeant la Belgique pour sa mauvaise note en matière de lutte contre ledit phénomène et réclamant l'« *électrification de l'Afrique* » (p. 58), signe d'un indéclinable ethnocentrisme propre à tous les « développementistes », fussent-ils durables. Dans le troisième, Moreau évoque les limites du DD, tout en admirant l'économie de la fonctionnalité et en saluant la politique environnementale de l'Union européenne tournée vers la « *croissance verte* », qui « *devrait renforcer la compétitivité de l'Europe, tout en améliorant la qualité de vie de ses citoyens, la protection de la nature et la préservation des ressources naturelles, des espèces et des habitats [...], tout comme celle de la santé et du bien-être [...]* » (p. 89), oups ! Néanmoins, il présente aussi contradictoirement la cause des transitionneurs et des objecteurs de croissance... Le problème de ces auteurs technocrates est de ne pas être capables de renoncer à leur fétiche. Certes, le DD n'a pas (encore) réussi, écrivent-ils, mais le modèle de départ (développement humain, trois piliers, générations futures, etc.) était et reste bon. Comme le communisme ? Mise à part cette réserve idéologique, ce court livre est d'un accès aisé pour comprendre les enjeux globaux, tant synchroniquement que diachroniquement. Cela pourrait presque en faire un manuel scolaire.

Philippe Bourdeau, Roland Moreau, Edwin Zaccai, *Le développement non durable*, Académie Royale de Belgique, 2018, 112 pages.

B.L.



Ignorer le passé laisse souvent le sujet devant l'impression que la présente lutte contre le terrorisme n'est qu'une réponse exempte de terreur historique. L'état d'urgence entériné dans la loi française il y a un an (01/11/17), a pourtant une origine dans cette doctrine de la guerre révolutionnaire

« *qui met en œuvre des techniques de conditionnements psychologiques et d'organisation de l'espace susceptibles de transformer la population civile en arme de conflit: "la septième arme" (l'armée de terre étant composée de 6 armes)*, née en Indochine qui avec ces techniques redoutables de guérilla donnera à la France le stimulus pour initier elle-même la guerre révolutionnaire, cette imbrication entre civil et militaire. À partir des années 60, elle exporte la guerre révolutionnaire et fait des émules, et des victimes: Argentine, Brésil, Bolivie, Chili... tout cela s'accélérait et prenant d'autres formes à partir de 1989. Pour sortir de la fascination de la « guerre à la terreur », ce récit dessiné donne un sens historique au présent. À lire.

David Servenay, Jacques Raynal, *La septième arme, une autre histoire de la République*, La Découverte, 2018, 144p., 19,90 euros.

A.P.



Il paraît fort probable que plus que d'être déterminées par l'humeur, les actions de résistance et de lutte que l'on mène influencent notre état affectif. En somme, j'agis, en tant qu'être pensant, donc je suis. Plutôt que de se laisser aller à ne rien faire et ne plus espérer, mieux vaut dès lors passer à l'action, tenter l'impossible, pour aller mieux et surmonter le désespoir.

Mais faut-il dire que la continuité de nos luttes trouvent une même constance, sans précédent, dans le camp capitaliste qui s'emploie à agir comme si de rien n'était, achetant F35 et autres chars, déployant compteurs communicants et préparant nos villes à la 5G, installant tableaux blancs interactifs dans les écoles, dotant nos enfants de tablettes dès les maternelles, préparant les smart cities et les engins électriques, laissant pendant ce temps la bride sur le cou aux multinationales et grandes fortunes, appauvrissant les plus pauvres.

Faisant notre petit bonhomme de chemin à côté, nous sommes pris de plus en plus de l'idée que face au raz de marée, cela ne sert, au mieux, qu'à très peu, au pire, à rien, car les petites luttes que nous menons paraissent par trop inoffensives, face au déluge de réalisations absurdes, aux fausses solutions, aux discours encore et toujours creux. Alors

que nous luttons pour une chose, dix s'y ajoutent : happés par des combats contre des projets immobiliers absurdes, nous n'avons pas le temps de nous asseoir que compteurs intelligents et 5G préparent leur entrée. Et tout est à l'avenant. C'est comme si, plus nous nous enfonceons dans les sables mouvants, plus ils gigotaient à côté, grisés par un sentiment absurde de sécurité.

À côté, nous qui tentons de parler vrai, de dire que gigoter comme avant ne fera que provoquer l'enfouissement, nous sommes désespérés face au spectacle de la réalité concocté par les élites médiatico-politiques, alors qu'aucune réaction populaire significative ne se produit. Quelles solutions ? Peut-être avant tout celle de ne plus croire que nous serons sauvés par un autre : la science, la technique, les marches pour le climat ou le parti écolibéral. Définir des valeurs communes. Se réunir. Renverser ce qui doit l'être.

Alexandre Penasse

Illimitations

Transhumanisme, capitalisme numérique, déni de la différence des sexes, nucléaire...
comment nos sociétés refusent toute idée de limite et préparent le chaos.



Kairos
• EDITION



Le numéro spécial de Kairos est disponible maintenant sur commande et dans notre réseau de libraires

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre : celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. C'est le prix d'une vie décente... pour tous!

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!